

## **Document de travail**

### **Éléments pour une programmation stratégique pour la période 2014-2020**

Document de travail préparé dans le cadre du séminaire intitulé "Pour une programmation réussie" FEADER  
2014-2020

Bruxelles, 6-7 décembre 2012

(traduction du service)

#### **Avant-propos :**

-Ce document de travail fait la synthèse des éléments présentés au cours du séminaire "Pour une programmation réussie - FEADER 2014-2020", et se veut un outil d'aide au processus itératif de préparation des programmes de développement rural pour la prochaine période.

-Ce document s'appuie sur la proposition de règlement du parlement européen et du conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) par la Commission (COM(2011) 627/3) et en tant que de besoin sur Proposition de règlement du parlement européen et du conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche relevant du Cadre stratégique commun (COM(2011) 615 final).

- Dans la mesure où ces propositions sont encore en discussion avec le PE et le Conseil, ce document de travail fournit des considérations préliminaires sur la programmation. Des lignes directrices ne pourront être finalisées qu'après l'approbation formelle du cadre réglementaire.

- La structure du présent document reflète une approche provisoire structurée sur la base du nouveau système SFC 2014 pour la transmission électronique des programmes (art.92 du règlement FEADER), dont l'objectif est de simplifier autant que possible le traitement des données textuelles et numériques et l'évaluation / analyse de l'information et du rapportage, tout en limitant le double encodage et les risques qui lui sont associés.

- Il faut noter que le document final sur la programmation de développement rural sera complété par de nombreux autres documents de même type en lien avec la programmation. Les références croisées avec ces documents sont mentionnées en tant que de besoin.

## Table des matières

0	Introduction.....	4
0.1	Contexte général.....	4
0.2	Programmation stratégique.....	5
0.3	Aperçu général.....	6
	Liens entre domaines prioritaires et objectifs thématiques du CSC.....	7
1	Évaluation ex-ante.....	9
2	SWOT / AFOM et identification des besoins.....	10
2.1	Champ d'application.....	10
2.2	Responsabilités.....	11
2.3	Méthodologie.....	11
2.4	Prise en compte des sous-programmes thématiques.....	12
	Tableau 2 (1) : Analyse AFOM couvrant la totalité du territoire de programmation.....	12
	Tableau 2 (2) : identification des besoins .....	13
3	Description de la stratégie.....	15
3.1	Remarques d'ordre général .....	16
3.1.1	Étendue de l'exercice.....	16
3.1.2	Logique d'intervention.....	16
3.1.3	Effets croisés et synergies.....	16
3.1.4	Les allocations financières.....	17
3.1.5	Les domaines prioritaires complémentaires.....	17
3.1.6	Constance et cohérence.....	17
	Tableau 3 (1) Approche générale de la stratégie des programmes de développement rural.....	17
3.2	Description de la stratégie.....	18
4	Évaluation des conditionnalités ex-ante.....	20
5	Description du cadre de performance.....	20
6	Description de chacune des mesures sélectionnées.....	20
6.1	Conditions générales.....	20
6.2	Description précise par mesure.....	20
6.3	Organisation de la transition.....	22
7	Plan d'évaluation.....	23
7.1	Création du plan d'évaluation par l'AG dans le PDR.....	23
7.2	Suivi de l'évaluation dans le rapport annuel d'exécution.....	24
8	Plan de financement.....	24
	Tableau 8(1) : Contribution totale du FEADER (€).....	25
	Tableau 8(2) : Plan de financement par mesure.....	25
	Tableau 8(3) : Contribution communautaire prévue par mesure .....	26
	Tableau 8(4) : Mesures qui ne sont pas reconduites.....	27
9	Plan des indicateurs.....	27
9.1	Plan d'indicateurs.....	27
9.2	Tableau général des mesures et des domaines prioritaires.....	28
9.3	Effets secondaires .....	29
10	Financement additionnel national.....	29
	Tableau 15(1) Financement additionnel par mesure.....	30
11	Éléments nécessaires à l'évaluation des aides d'État.....	30
	Tableau 16(1) : Tableau des aides d'État.....	31

12 Information sur la complémentarité avec les autres politiques.....	31
13 Dispositions relatives à la mise en œuvre du programme.....	32
14 Mesures prises pour la participation du partenariat.....	33
15 Plan d'action pour le Réseau rural national.....	34
ANNEXE 1 Logique d'intervention de base .....	35
ANNEXE 2 : Aperçu des exigences réglementaires pour certaines mesures.....	35
ANNEXE 3 : Exemples de logique d'intervention par priorité.....	39
16 ANNEXE IV : Éléments préliminaires à la programmation et à la définition des cibles. 43	
Annexe IV.1 Tableaux du plan des indicateurs.....	46
Tableau 1 : Présentation générale pour chaque domaine prioritaire des mesures et sous-mesures les plus adaptées.....	74
Tableau 2 : Présentation générale par mesure et domaine prioritaire des réalisations et dépenses prévues.....	77
Annexe IV.2 : Identification des effets croisés et des contributions à d'autres domaines prioritaires.....	79
Tableau 3 : Contributions à d'autres domaines prioritaires dans le PDR.....	79
Tableau 4 - Aperçu général des valeurs cibles et des effets croisés et contributions.....	82

## 0 Introduction

### 0.1 Contexte général

Le document <sup>1</sup>"Europe 2020, une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive" a posé les orientations stratégiques de l'Union pour la prochaine période de programmation. Ce document précise les objectifs et les cibles correspondants pour l'Union à l'horizon 2020. Toutes les politiques de l'Union (y compris la PAC) sont appelées à contribuer à l'atteinte de ces objectifs et cibles de Europe 2020.

Afin de mettre en œuvre cette stratégie Europe 2020, les États membres ont établi des "Programmes nationaux de réforme", qui, entre autres, quantifient les contributions attendues à l'atteinte des cibles pour l'Union, telles qu'identifiées dans la stratégie Europe 2020. Les progrès dans la mise en œuvre du PNR sont soumis à un examen par les pairs et à une mise à jour annuelle du PNR au cours du semestre européen. Le Conseil européen peut produire des recommandations spécifiques aux États membres pour favoriser le processus de réforme au niveau national.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique de cohésion, la politique de développement rural, et la politique des affaires maritimes et de la pêche, les fonds ont été regroupés sous un "cadre stratégique commun" qui établit la vision stratégique de l'Union dans l'utilisation de ces fonds pour la prochaine période de programmation. Le CSC établit ainsi 11 objectifs thématiques (OT), dérivés des objectifs de Europe 2020, auxquels le FEDER, FSE, FC, FEADER et FEAMP (les fonds du CSC) sont appelés à contribuer dans **le cadre de leurs périmètre respectifs**. Le CSC s'assimile à des lignes directrices stratégiques de l'Union pour tous les fonds du CSC pour la prochaine période de programmation, et remplace ainsi les lignes stratégiques spécifiques existantes pour chacun des fonds.

Dans le cadre des orientations stratégiques du CSC et en cohérence avec leurs PNR respectifs, les États membres vont développer des stratégies nationales qui couvriront tous les fonds du CSC à l'intérieur de ce qu'il est convenu d'appeler les "Accords de partenariat" (AP) qui seront négociés et approuvés par la Commission. En bref, les AP définiront lequel des OT du CSC sera ciblé dans chaque État membre au moyen des fonds du CSC, l'AP remplaçant alors les plans stratégiques nationaux spécifiques en œuvre, séparément, pour chacun des fonds. Les stratégies nationales élaborées dans chaque AP étant mise en œuvre au moyen des programmes national ou régionaux.

Comme base de discussion avec les États membres pour la rédaction de leur AP, la Commission a préparé des "Document de synthèse par pays" connus sous le nom de "position papers", qui soulignent, pour chaque État membre, le point de vue de la Commission sur les priorités et la concentration des ressources nécessaires [à la réalisation de la programmation].

Afin d'améliorer la coordination entre les fonds du CSC et d'harmoniser les règles de mise en œuvre, des dispositions communes pour ces fonds ont été proposés par la Commission dans le "règlement commun". Celui-ci est complété par des règlements spécifiques à chaque fonds qui détaillent les conditions de mise en œuvre pour chacun des fonds et qui tiennent compte des caractéristiques et des mécanismes de mise en œuvre de chacune des politiques qu'ils soutiennent.

---

<sup>1</sup> Communication de la Commission du 3 mars 2010 - Europe 2020, une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive [COM(2010) 2020 finale] non publiée au JOUE

## 0.2 Programmation stratégique

De même que dans la période de programmation actuelle, les orientations stratégiques de l'Union et les stratégies nationales seront mises en œuvre sur le terrain par des programmes qui couvrent plusieurs des politiques soutenues.

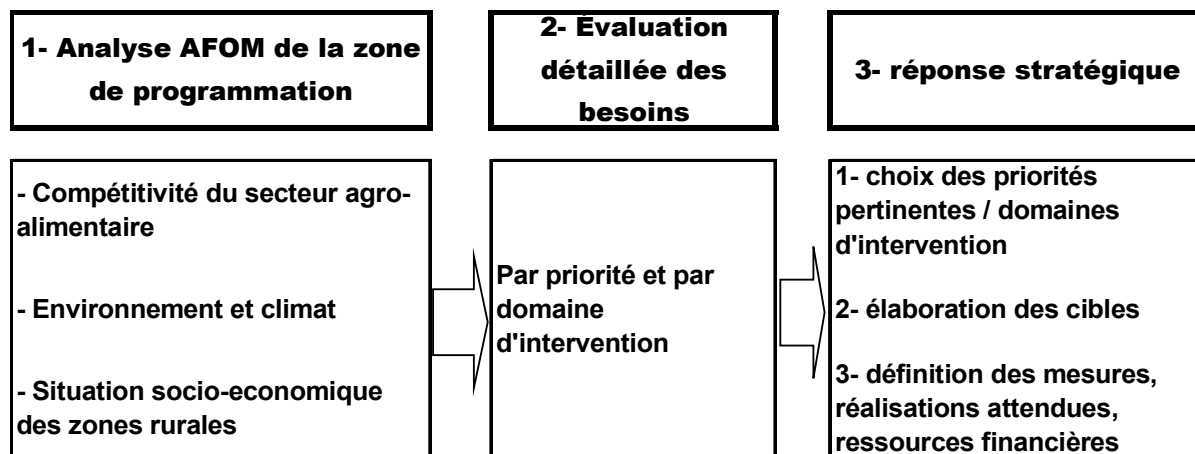
Dans le cas des programmes de développement rural, l'approche globale voulue par la proposition de la Commission suit une logique de continuité par rapport à la programmation en cours. Ainsi, les États membres devront établir des stratégies de développement rural concernant les secteurs agricole et forestier, ainsi que le développement des zones rurales en général, sur la base d'une analyse rigoureuse des besoins des territoires de la zone géographique concernée par les programmes. Ces stratégies seront mises en œuvre au moyen de mesures de développement rural et d'autres mécanismes de soutien tels que les projets de développement locaux ou les instruments financiers.

Cependant, compte tenu du nouveau cadre stratégique, il est proposé d'importants ajustements qui seront développés et détaillés dans les différentes parties de ce document, mais les nouveaux éléments clés de la proposition de la Commission peuvent être résumés de la façon suivante :

- une orientation vers la performance renforcée pour le FEADER (ainsi que pour les autres fonds du CSC), sur la base de conditionnalités macro-économique, de conditionnalités ex-ante et d'un système de revue de performance.
- un cadre de mise en œuvre de la politique de développement rural plus clair, sur la base des 6 priorités de l'Union [en faveur du développement rural], précisées plus avant dans un ensemble de « domaines prioritaires » (focus areas) plus opérationnels comme base de la programmation.
- la définition de 3 objectifs transversaux, fortement prioritaires dans le programme politique de l'Union (en lien avec l'innovation, la protection de l'environnement et l'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques), et qui doivent être poursuivis de façon horizontale dans les programmes de développement rural.
- une flexibilité accrue dans l'utilisation des mesures de développement rural à l'intérieur des programmes. Ces mesures n'étant plus inféodées à des axes spécifiques, mais programmées en fonction de plusieurs priorités et domaines prioritaires de façon flexible, sur la base de leur contribution attendue à chacune de ces priorités et domaines prioritaires. Cette nouvelle approche à la construction de la stratégie et à l'architecture des programmes de développement rural, est présentée en annexe 1 de ce document.
- une orientation vers les résultats renforcée pour les programmes, avec la suppression de l'allocation minimale financière par axe, la définition de cibles précises pour les programmes et le rapportage de ces cibles tout au long de la période de programmation à partir d'un système de suivi et d'évaluation rationalisé.

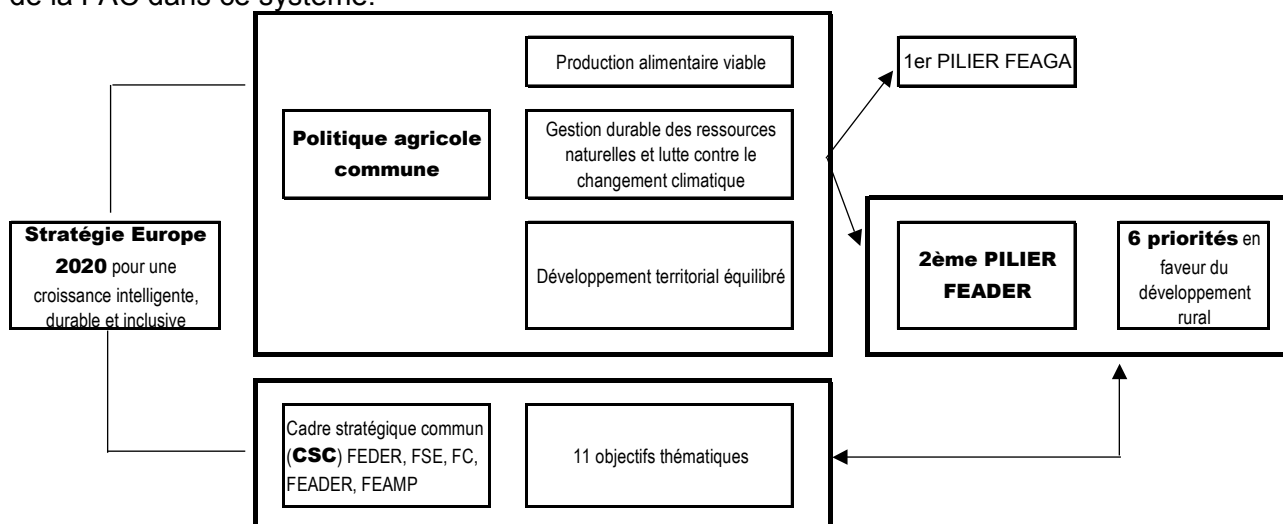
Les dispositions d'application générale et commune pour les fonds du CSC sur la programmation sont intégrées dans partie 3 de la proposition de la Commission pour un règlement commun. La partie 2 de la proposition de la Commission pour le règlement de développement rural établit les règles spécifiques pour les programmes de développement rural.

Les trois principales étapes de la programmation



### 0.3 Aperçu général

Le schéma suivant donne un aperçu global de l'architecture de Europe 2020 et la place spécifique de la PAC dans ce système.



Les principaux instruments de mise en œuvre de la PAC en 2014-2020, restent le 1<sup>er</sup> pilier (mesures de marché, paiements directs) et le 2<sup>ème</sup> pilier (politique de développement rural), ce dernier en coordination avec les autres politiques programmées dans le CSC.

Le tableau ci-après donne une vue générale des liens existant entre les domaines prioritaires de la politique de développement rural de l'UE et les objectifs thématiques du CSC.

**Liens entre domaines prioritaires et objectifs thématiques du CSC.**

Priorité et domaine prioritaire	Objectifs thématiques
<b>1- Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture</b>	
1A - Encourager l'innovation et les connaissances de base dans les zones rurales	OT 1: renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation
1B - Renforcer les liens entre l'agriculture et foresterie et la recherche et l'innovation	OT 1: renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation
1C - Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	<b>OT 10- Éducation, compétence et apprentissage en permanence</b>
<b>2- Améliorer la compétitivité de tous les types d'agriculture et renforcer la viabilité des</b>	
2A - faciliter la restructuration des exploitations agricoles connaissant d'importants problèmes structurels, notamment les exploitations agricoles à faible degré de participation au marché, les exploitations orientées vers le marché dans des secteurs particuliers et les exploitations ayant besoin de diversification agricole	OT 3: renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME)
2B - faciliter le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture	OT 3: renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME)
<b>3- Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le</b>	
3A - Meilleure intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire au moyen des programmes de qualité, de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles	OT 3: renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME)
3B - Soutien à la gestion des risques au niveau des exploitations	OT 3: renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME)
<b>4- Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la</b>	
4A - Restaurer et préserver la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000 et les zones agricoles à haute valeur naturelle, et les paysages européens	OT 5: promouvoir l'adaptation aux changements climatiques ainsi que la prévention et la gestion des risques
4B - Améliorer la gestion de l'eau	OT 5: promouvoir l'adaptation aux changements climatiques ainsi que la prévention et la gestion des risques
4C - Améliorer la gestion des sols	OT 5: promouvoir l'adaptation aux changements climatiques ainsi que la prévention et la gestion des risques
<b>5- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une</b>	
5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture	OT 6: protéger l'environnement et encourager l'utilisation rationnelle des ressources
5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire	OT 4: soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de Co2 dans tous les secteurs
5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie	OT 4: soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de Co2 dans tous les secteurs
5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture	OT 4: soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de Co2 dans tous les secteurs
5E - Promouvoir la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	OT 4: soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de Co2 dans tous les secteurs
<b>6- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement</b>	
6A - Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois	OT 8: promouvoir l'emploi et soutenir la mobilité de la main d'œuvre
6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales	OT 9: Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté
6C - Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales	<b>OT 2- Renforcer l'accès, l'utilisation et la qualité de l'information et des technologies de la communication</b>



## 1 Évaluation ex-ante

- Évaluation ex-ante mentionnée dans les dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche relevant du Cadre stratégique commun.

L'évaluation ex-ante est une étape fondamentale pour élaborer des programmes de qualité et porte sur le processus d'élaboration d'une politique avant sa mise en œuvre. Elle permet d'évaluer si les questions de développement ont bien été repérées et doit permettre d'identifier les manques ; si la stratégie et les objectifs proposés sont pertinents avec les besoins nationaux ou régionaux identifiés ; si l'approche proposée est cohérente et pertinente avec les politiques communautaires et les lignes directrices ; si les hypothèses concernant les résultats attendus et les impacts sont réalistes et en concordance avec les ressources disponibles. Ce processus doit permettre la rédaction successive de projets de programmes qui seront ainsi affinés et améliorés afin d'atteindre les objectifs de façon efficace.

De plus, l'évaluation ex-ante pose les bases des activités de suivi et d'évaluation ultérieures, en garantissant que toutes les informations nécessaires sont disponibles et que le système est suffisant pour fournir les données nécessaires à l'évaluation des résultats et des impacts des programmes. Elle prépare ainsi le terrain pour un suivi et des évaluations fiables au cours de la programmation, qui ne peut que contribuer au pilotage réussi du programme et à la démonstration de ses effets.

L'évaluation ex-ante, comprenant l'évaluation stratégique environnementale<sup>2</sup>, sera soumise à la Commission en même temps que les programmes. Le rapport d'évaluation doit être présenté en tant qu'annexe du programme, et le PDR doit inclure un chapitre qui décrit comment les recommandations des évaluateurs ex-ante ont été prises en compte dans le processus d'élaboration du programme<sup>3</sup>.

[Un projet de lignes directrices pour l'évaluation ex-ante des PDR 2014-2020 est disponible sur le site du réseau européen d'évaluation pour le développement rural : <http://enrd.ec.europa.eu:evaluation/en/>

et sur le site du ministère chargé de l'agriculture en traduction française à l'adresse suivante : <http://intranet.national.agri/Evaluations-2014-2020>

ou bien lien extranet

[Rubrique Développement rural 2014-2020 \(2ème pilier\)](#) > [Lignes directrices et orientations](#) > Système d'évaluation et de suivi pour la programmation 2014-2020

<https://extranet.feader.agriculture.gouv.fr/Systeme-d-evaluation-et-de-suivi>

Ce chapitre des PDR devra contenir deux sections :

### 1. Description du processus

- description du processus, y compris les délais de réalisation des principales étapes de l'évaluation, les rapports intermédiaires...

<sup>2</sup> Directive n° 2001/42/CE du 27/06/01 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

<sup>3</sup> L'enveloppe d'assistance technique pour la période 2007-2013 peut être utilisée pour le financement de l'évaluation ex-ante de la future programmation

2. Rappel des recommandations des évaluateurs ex-ante et brève description de leur prise en compte (comme dans le tableau ci dessous).

Date	Sujet	Recommandation	Prise en compte ou non, et pourquoi, de la recommandation
L'analyse AFOM, l'évaluation des besoins			
La conception de la logique d'intervention			
La définition des objectifs, la répartition des allocations financières,			

## 2 SWOT / AFOM et identification des besoins

- analyse de la situation en termes de forces, faiblesses, opportunités et menaces (AFOM). L'analyse doit être structurée à partir des priorités de l'Union pour le développement rural.
- identification des besoins qui devront être satisfaits dans la zone géographique couverte par le programme. Les besoins spécifiques concernant l'environnement l'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques doivent être analysées au travers des priorités de l'Union pour le développement rural, afin d'identifier les réponses pertinentes dans ces trois domaines au niveau de chaque priorité.

### 2.1 Champ d'application

AFOM est la traduction de Atouts, faiblesses, opportunités, menaces. L'analyse de ces quatre éléments doit être détaillée et complète et fournir une image complète de la zone de programmation, soulignant ses principales caractéristiques et spécificités, couvrant le territoire entier, afin de permettre de faire les choix stratégiques relatifs aux priorités , aux objectifs et aux mesures. Les instruments financiers doivent aussi être prises en compte. L'AFOM doit s'appuyer sur les données issues des indicateurs communs de contexte, ainsi que des indicateurs de contexte spécifiques ainsi que d'informations plus qualitatives. Les forces et faiblesses se réfèrent à des éléments positifs et négatifs existants alors que les opportunités et menaces se réfèrent à des situations futures.

Quelles que soient les mesures finalement programmées, ou quelles que soient les priorités ou domaines prioritaires qui seront pris en compte, l'analyse AFOM couvre les éléments en liens avec les six priorités et tous les domaines prioritaires. L'analyse sert de cadre à partir duquel les actions proposées pourront être examinées pour vérifier qu'elles sont justifiées, pertinentes, et suffisantes en termes d'utilisation optimale des fonds publics. L'analyse AFOM doit permettre d'identifier les besoins les plus importants que le PDR devra satisfaire et établir l'état de référence qui sera utilisé pour le suivi et l'évaluation des programmes.

Il conviendra de veiller à ce que l'analyse AFOM soit cohérente avec celles menées pour les programmes du CSC, l'évaluation stratégique environnementale et que l'évaluation des besoins est complémentaire avec celle des autres programmes du CSC, comme prévu dans l'accord de partenariat.

L'analyse AFOM et l'identification des besoins sont deux étapes distinctes dans le processus de diagnostic. L'évaluation des besoins qui découle de l'analyse AFOM doit être structurée autour des priorités et des domaines prioritaires ainsi que des trois thèmes horizontaux que sont l'innovation, la protection de l'environnement et l'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ( des éléments complémentaires concernant l'innovation et la mise en œuvre du PEI feront l'objet d'un document spécifique). En fonction de la situation du territoire décrit, il peut arriver que des besoins significatifs spécifiques, n'apparaissent pas liés à un ou plusieurs domaines prioritaires. Cette situation doit être signalée dans l'évaluation des besoins, qui devra être suffisamment précise pour justifier le choix des priorités des besoins dans la formulation de la stratégie.

## **2.2 Responsabilités**

L'autorité de gestion est responsable de la préparation de l'analyse AFOM et de l'évaluation des besoins qui serviront de base pour élaborer la stratégie et la programmation des actions de développement rural.

Les autres partenaires (autres ministères, agences, instituts...) doivent être impliqués dans l'élaboration de l'analyse AFOM et de l'évaluation des besoins. L'analyse AFOM doit être évaluée par les évaluateurs ex-ante, et révisée afin de prendre en compte leurs conclusions et recommandations.

## **2.3 Méthodologie**

L'analyse AFOM doit être élaborée sur la base d'une description qualitative et quantitative de la situation de départ, en y incluant toutes les tendances relevées dans domaines territoriaux, sectoriels, économiques, sociaux, structurels ou environnementaux, les potentiels et les disparités constatées, afin d'établir un tableau complet de la zone de programmation.

La description quantitative devra être établie sur la base d'indicateurs communs de contexte (discutés dans le cadre des rencontres d'experts) et d'indicateurs de contexte spécifiques en tant que de besoin. Les indicateurs de contexte reflètent l'état de la situation économique, sociale ou environnementale du territoire, sur lequel il est prévu de mettre en œuvre les interventions des PDR (par exemple : PIB par habitant, taux de chômage, qualité des eaux...)

L'analyse quantitative doit être complétée par une analyse qualitative de la situation. L'AG devra prendre en compte et alimenter cette analyse de tous les éléments pertinents à sa disposition, par exemple : les expériences passées, les études déjà réalisées, les rapports d'évaluations menées par le passé, les analyses sectorielles , etc, afin de dresser un tableau complet de la situation du territoire.

L'analyse AFOM et l'évaluation des besoins doivent être liées de façon logique, afin de montrer que les besoins identifiés par la programmation sont suffisamment et correctement justifiés comme étant les plus importants par l'analyse AFOM. c'est dans ce contexte que les besoins spécifiques de certains acteurs du développement rural ou de certains territoires devront être différenciés et couverts.

## 2.4 Prise en compte des sous-programmes thématiques

L'analyse AFOM doit pouvoir justifier le recours à des sous-programmes thématiques du PDR. La liste des thèmes mentionnés dans le règlement n'est pas exhaustive et l'AG peut prendre la décision de définir des sous-programmes autour d'autres domaines thématiques.

Cependant il y aura lieu d'expliquer dans quelles mesures les actions spécifiques prévues dans le sous-programme thématique donneront de meilleurs résultats que si elles étaient mise en œuvre dans le cadre normal du programme. En conséquence, c'est bien pour chaque sous-programme thématique que devront être réalisés de façon spécifique une analyse AFOM, l'évaluation des besoins, la logique d'intervention, la sélection des mesures, les cibles, les actions prévues, les allocations financières et les mécanismes de gestion.

**Tableau 2 (1) : Analyse AFOM couvrant la totalité du territoire de programmation**

<p>Description générale</p> <p>[texte : xx caractères]</p> <p>Description générale (quantitative et qualitative) de la situation de la zone de programmation , sur la base d'indicateurs de contexte communs ou spécifiques au programme.</p>
<p>Forces :</p> <p>[texte : xx caractères]</p>

Faiblesses  
[texte : xx caractères]

Opportunités  
[texte : xx caractères]

Menaces  
[texte : xx caractères]

## **Tableau 2 (2) : identification des besoins**

sur la base de l'analyse AFOM par rapport à chaque priorité et domaine prioritaire et aux objectifs transversaux

### **Priorité 1**

Domaine prioritaire 1A

Domaine prioritaire 1B

Domaine prioritaire 1C

[texte : xx caractères]

**Priorité 2**

Domaine prioritaire 2A

Domaine prioritaire 2B

[texte : xx caractères]

**Priorité 3**

Domaine prioritaire 3A

Domaine prioritaire 3B

[texte : xx caractères]

**Priorité 5**

Domaine prioritaire 5A

Domaine prioritaire 5B

Domaine prioritaire 5C

Domaine prioritaire 5D

Domaine prioritaire 5E

[texte : xx caractères]

**Priorité 6**

Domaine prioritaire 6A

Domaine prioritaire 6B

Domaine prioritaire 6C

[texte : xx caractères]

Besoins spécifiques concernant l'innovation, la protection de l'environnement et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques :

[texte : xx caractères]

**3 Description de la stratégie**

- les cibles appropriées pour chacun des domaines prioritaires des priorités de l'Union pour le développement rural inclus dans le programme, sur la base d'indicateurs communs et spécifiques au programme
- la combinaison pertinente des mesures en lien avec chacun des domaines prioritaires des priorités de l'Union pour le développement rural inclus dans le programme, définies sur la base d'une logique d'intervention solide étayée par l'évaluation ex-ante et l'analyse AFOM et l'identification des besoins.
- les allocations financières aux mesures du programme, qu'il y a lieu de justifier et qui doivent être suffisante pour atteindre les cibles fixées.
- des combinaisons de mesures ou de sous-programmes thématiques conçus en adéquation avec les besoins spécifiques identifiés en lien avec les conditions qui prévalent au niveau régional ou infra-régional.
- l'approche la plus appropriée en faveur de l'innovation afin d'atteindre les objectifs des priorités de l'Union pour le développement rural, y compris pour le PEI pour la productivité et la durabilité en agriculture, en faveur de l'environnement, y compris les besoins spécifiques des zones Natura 2000, et en faveur de l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.
- les actions les mieux appropriées pour simplifier la mise en œuvre des programmes et des mesures afin que soit garantie la disponibilité d'une capacité de conseil suffisante.

**Cette section inclura :**

- 1- un diagramme de l'intervention logique pour chaque priorité du programme
- 2- un tableau synthétique qui donne une vue d'ensemble de la stratégie et des cibles et allocations financières qui lui sont associées (Tableau 3.1)
- 3- une partie en texte qui décrit de façon concise la stratégie en termes qualitatifs (paragraphe 3.2)

### **3.1 Remarques d'ordre général**

#### **3.1.1 Étendue de l'exercice**

La description de la stratégie devra justifier, le choix, la combinaison et la priorisation des mesures de développement rural à la lumière des résultats de l'analyse AFOM et des besoins identifiés, ainsi que les allocations financières prévues par rapport aux interventions. Cette stratégie doit établir des priorités parmi les besoins identifiés et justifier ce choix. c'est à ce stade que doivent être définies les cibles pour chacun des domaines prioritaires. En fonction de l'analyse, il peut ne pas être nécessaire pour l'État membre/région de programmer des interventions pour chacune des 6 priorités et pour les 18 domaines prioritaires : cependant ce choix d'exclure une priorité ou domaine prioritaire d'un PDR devra être solidement justifié. La stratégie peut aussi couvrir les instruments financiers.



### **3.1.2 Logique d'intervention**

La logique d'intervention à la base de la stratégie doit fournir une description systématique, rationnelle et basée sur des éléments concrets de la relation entre les actions / mesures et les objectifs généraux de l'intervention (voir Annexes I et III pour informations complémentaires). Elle est à la base de l'élaboration de la liste des indicateurs qui vont permettre de mesurer l'avancée, l'efficacité et l'efficacités des actions / mesures en lien avec leurs objectifs associés. Il y a lieu de noter que les combinaisons de mesures incluses dans chaque domaine prioritaire des diagrammes de la logique d'intervention ne sont ni prescriptives ni exhaustives, et que l'élaboration de combinaisons appropriées de mesures relève de la seule responsabilité de l'État membre pour leur permettre d'atteindre les objectifs fixés par la programmation stratégique. De fait, des mesures spécifiques peuvent être utilisées de façons différentes pour contribuer à différents domaines prioritaires ou priorités. Les exemples fournis sont destinés à identifier celles des mesures qui sont supposées avoir un effet direct ou être les plus pertinentes pour la mise en œuvre d'une priorité donnée. Les hypothèses quant aux effets possibles de facteurs externes sur les résultats de la politique menée doivent aussi être exposées comme par exemple : des changements de politique au niveau national, un nouveau contexte économique, des évolutions de la compétitivité aux niveaux national et régional.

### **3.1.3 Effets croisés et synergies**

Il est évident que les priorités et les cibles ne peuvent être atteintes par la mise en œuvre d'une seule mesure. C'est pourquoi, les AG devront élaborer des logiques d'interventions qui démontrent comment les mesures fonctionnent les unes par rapport aux autres. Le système de programmation devra tenir compte du fait qu'une mesure donnée peut contribuer à plus d'une priorité. Les effets croisés des interventions sur différents domaines prioritaires et priorités doivent être appréciés - tel qu'indiqué dans le Plan des indicateurs (voir Annexe IV.2) - afin de pleinement refléter les effets du PDR. Lors de l'élaboration de sa stratégie, l'État membre doit adopter une approche axée sur les résultats et valoriser au mieux les synergies entre les mesures et à l'intérieur de celles-ci en vue d'une efficacité maximale de leur contribution à la réalisation des objectifs. Il est important que différentes mesures, bien que poursuivant chacune des objectifs spécifiques, travaillent en complémentarité, confortant l'intervention des autres, afin de générer une valeur ajoutée et que la somme des parties l'emporte sur l'approche individuelle.

### **3.1.4 Les allocations financières**

S'agissant de la cohérence des allocations financières avec les résultats attendus de la politique menée, les dépenses doivent être orientées vers les besoins et les défis identifiés : les objectifs et/ou les secteurs et territoires qui sont les plus importants et/ou ont une plus grande valeur stratégique, et qui ont été priorisés doivent peser financièrement plus lourdement, il doit y avoir cohérence entre le coup unitaire des actions et le niveau proposé de crédits. La répartition des crédits doit être appréciée sur la base non seulement de leur capacité à répondre à des éléments spécifiques révélés par le diagnostic, mais aussi à générer des synergies. C'est pourquoi il est important de prendre en compte le contexte plus large des autres interventions et sources de financement, et en particulier du 1er pilier de la PAC et des autres fonds du CSC.

### 3.1.5 Les domaines prioritaires complémentaires

Les AG ont la possibilité d'introduire des domaines prioritaires complémentaires sous n'importe quelle priorité, sous réserve que soit solidement justifié le fait que ce domaine prioritaire ou problème spécifique n'est couvert par aucun autre domaine prioritaire prévu par le règlement et présente une importance fondamentale pour l'atteinte des objectifs de la région ou État membre dans le cadre d'une priorité de développement rural donnée. En particulier, il faudra expliquer en quoi les opérations spécifiques prévues dans le cadre de ce domaine prioritaire complémentaire offriront de meilleurs résultats que si elles étaient mise en œuvre dans les domaines existants. Dans ce cas, une cible spécifique et séparée devra être fixée pour ce domaine prioritaire. Il n'est cependant pas possible, d'introduire de nouvelles priorités en plus de celles qui sont prévues dans le règlement.

### 3.1.6 Constance et cohérence

Il y a lieu de garantir une constance et cohérence "horizontale" lors de l'élaboration de la stratégie entre ce qui est prévu dans le PDR et ce qui est prévu dans les autres programmes du CSC ou les autres politiques sectorielles et autres instruments politiques mis en œuvre. Une attention particulière est requise quant aux interactions entre le 1er pilier de la PAC et la stratégie élaborée dans l'accord de partenariat.

### **Tableau 3 (1) Approche générale de la stratégie des programmes de développement rural**

(tableau qui illustre les combinaisons possibles de mesures sur un domaine prioritaire et l'argumentation qui justifie cette combinaison. Les mesures sélectionnées sont indiquées par un X (voir aussi Annexe 1)

	Priorité 2		Priorité 3		Priorité 4			Priorité 5					Priorité 6		
	2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A	6B	6C
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)															
Services de conseil (art.16)	X														
Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)															
Investissements physiques (art.18)															
Reconstitution du potentiel de production (art.19)															
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)															
Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)															
Sylviculture (art.22)															
Boisement et la création de surfaces boisées															
Mise en place de systèmes agroforestiers															
Prévention et la réparation des dommages causés aux forêts															
Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale															
Investissements dans de nouvelles techniques forestières															
Mise en place de groupements de producteurs (art.28)															
Agroenvironnement - climat (art.29)															
Agriculture biologique (art.30)															
Paielements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau (art.31)															
Paielements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (art.32)															
Désignation des zones soumises à des contraintes naturelles et à d'autres contraintes spécifiques (art.33)															
Bien-être des animaux (art.34)															
Services forestiers, environnementaux et climatiques et conservation des forêts (art.35)															
Coopération (art.36)															
Gestion des risques (art.37)															
Assurance cultures, animaux et végétaux															
Fonds de mutualisation en cas de maladies animales et végétales ou d'incidents environnementaux															
Instrument de stabilisation des revenus															
LEADER (art.42)															
Assistance technique et réseaux															
Argumentaire sur la logique de combinaison des mesures sélectionnées pour un domaine prioritaire (à partir de la logique d'intervention développée dans l'évaluation ex-ante et l'analyse AFOM)	texte														

## 3.2 Description de la stratégie

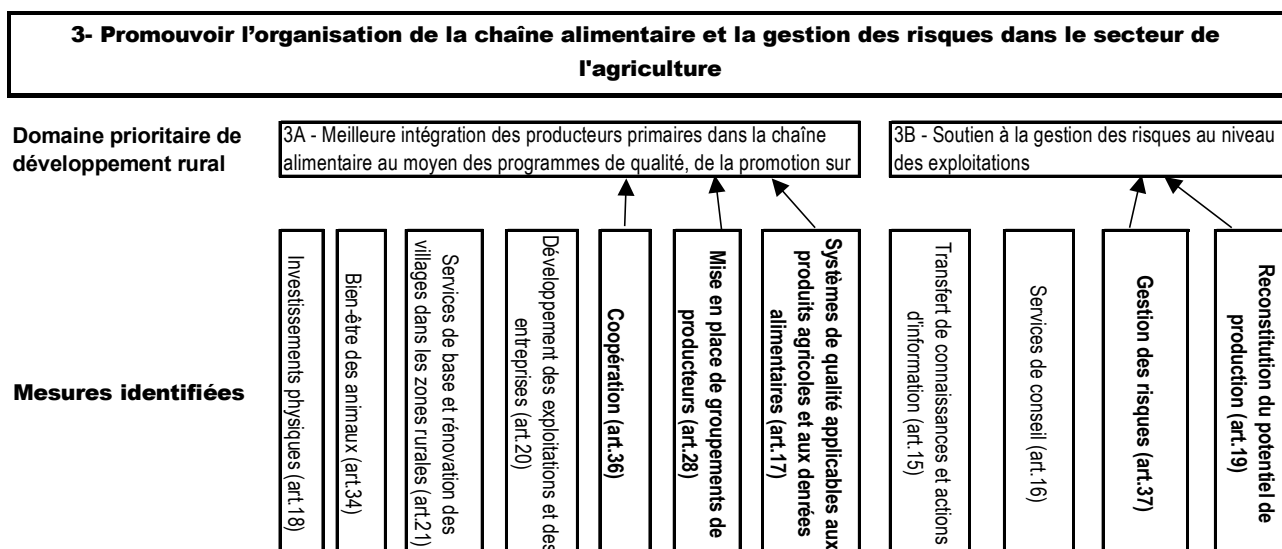
Pour chacune des priorités, cette section contiendra une brève description de la stratégie, elle précisera les objectifs de l'intervention et expliquera lesquelles des mesures ou actions pourront être utilisées pour y parvenir. Il s'agit aussi de souligner les renforcements positifs entre les objectifs et les mesures, et d'éviter les contradictions ou les impasses qui pourraient apparaître.

Une logique d'intervention solide doit justifier les combinaisons de mesure entre chacun des domaines prioritaires et souligner dans quelle mesure le choix qui est fait répond aux besoins identifiés d'après l'analyse AFOM. Les besoins identifiés que le PDR devra satisfaire doivent être pertinents et suffisamment justifiés par l'analyse AFOM et les valeurs de référence des indicateurs (Il y a lieu de souligner ici encore qu'il n'y a pas de mesure "spécifique à une priorité donnée" - c'est à l'État membre/régions qu'il revient de décider laquelle des mesures est nécessaire pour satisfaire une priorité donnée).

Un exemple de logique d'intervention pour la priorité 3 est présenté ci-dessous :

"Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture". Des exemples de logiques d'intervention pour les autres priorités sont présentées en Annexe II.

## 3- Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture



Il devra être démontré que l'allocation financière affectée aux mesures sélectionnées est suffisante et adéquate, c'est à dire proportionnée à l'atteinte des cibles qui ont été fixées au niveau du domaine prioritaire.

Problèmes spécifiques à aborder dans ce contexte

- une section devra décrire l'approche retenue, par exemple une synthèse de toutes les mesures pertinentes et les interventions prévues pour l'ensemble des priorités à destination des 3 objectifs transversaux en ce qui concerne l'innovation en vue d'atteindre les objectifs des priorités de l'Union en faveur du développement rural, y compris en tant que de besoin le PEI pour la productivité et la durabilité en agriculture ; l'environnement, y compris les besoins spécifiques des zones Natura 2000, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

- une section sera consacrée à la description des actions qui sont envisagées pour simplifier la mise en œuvre du programme, en particulier en ce qui concerne les mécanismes de gestion comme par exemple : réduire les charges administratives (à la fois pour les organes administratifs et les bénéficiaires) liées au processus de demande d'aide, garantir la proportionnalité des exigences réglementaires, etc.

- une section sera consacrée à la descriptions des mesures qui ont été prises pour assurer la disponibilité d'une capacité de conseil suffisante pour satisfaire les obligations réglementaires et à tous les aspects liés à la gestion durable en agriculture et sylviculture, ainsi qu'en matière climatique. Il y aura lieu de fournir une description de la structure des systèmes de conseil et de leur étendue au niveau géographique pertinent (national/ régional) comprenant leur rôle attendu dans le cadre des priorités de développement rural pertinentes.

Les capacités de conseil ne sont pas seulement des ressources humaines, elles sont aussi des capacités d'organisation des fonctions support capables d'identifier et d'anticiper la demande, de recourir aux experts dans les domaines requis, et d'orienter les interventions là où elles sont le plus susceptibles de générer une valeur ajoutée.

## 4 Évaluation des conditionnalités ex-ante

-Évaluation des conditionnalités ex-ante

## **5 Description du cadre de performance**

-Description du cadre de performance

Les points 4 et 5 faisant encore l'objet de discussions, ils seront basés s'ils sont retenus, sur une approche commune à celle des autres fonds du CSC.

## **6 Description de chacune des mesures sélectionnées**

- Description de chacune des mesures sélectionnées

### **Ce chapitre devra prévoir trois sections**

- 1 Conditions générales
- 2 Description précise de chaque mesure
- 3 Conditions de transition

### **6.1 Conditions générales**

[Description des conditions qui s'appliquent à plus d'une mesure, comme par exemple la définition des zones rurales, la ligne de base, conditionnalité, utilisation souhaitée des instruments financier, utilisation souhaitée des avances...]

### **6.2 Description précise par mesure**

Les mesures doivent être équilibrées et flexibles, par exemple ni trop génériques ni trop spécifiques, afin que les bénéficiaires ciblés, puissent être en bénéficié, et que les actions souhaitées puissent être déclenchées.

Les éléments communs qui doivent être inclus dans la description de chaque mesure sont développés ci-dessous. S'agissant de contraintes spécifiques à certaines mesures, il y a lieu de se reporter à l'Annexe I de ce document. Des fiches sur l'élaboration des mesures et des bonnes pratiques seront fournies séparément, ainsi que des lignes directrices sur les instruments financiers.

#### a- Base légale

Citer ici le règlement, les articles et les considérants concernés qui donnent la base légale de la mesure.

#### b- Contribution aux domaines prioritaires et aux objectifs horizontaux

[Citer brièvement :

- les domaines prioritaires auxquelles les mesures / opérations apporteront leurs contribution conformément au plan des indicateurs - chaque domaine prioritaire devra être couvert de manière spécifique et séparément ;

- si besoin, les effets croisés des mesures et / opérations (description qualitative)]

#### c- Étendue et type/ niveau de l'aide

[remplir le tableau avec les informations demandées. Diviser le tableau en colonnes séparées pour chacun des types d'opérations aidées, dans le cas où un ensemble de conditions différentes sont requises, en particulier en rapport avec les différents domaines prioritaires pour lesquelles elles sont programmées.]

Modèle de tableau - à adapter par mesure, d'après les spécificités décrites dans la fiche mesure

Type d'opération	Domaine prioritaire à laquelle elle contribue	Montants éligibles	Bénéficiaires	Conditions d'éligibilité	Principes relatifs à la définition des critères de sélection	Type d'aide	Liens avec d'autres réglementations	Intensité de l'aide	Taux de cofinancement
<b>Opération 1</b>	ex: DP 2C					ex: aide à l'investissement, aide à la surface	ex: "ligne de base" / référence pour les mesures de compensation des coûts ou pertes de revenu		
<b>Opération 2</b>	ex: DP 6A								

#### d- Informations complémentaires spécifiques à la mesure concernée



[Exigences spécifiques à la mesure concernée]

#### e- Indicateurs

Une vue d'ensemble des réalisations prévues pour la mesure sera générée automatiquement à partir des tableaux du plan d'indicateurs (dans un format qui sera développé ultérieurement)

##### Réalisations prévues 2014-2020

Nombre [XXX]		
Nombre [XXX]	type d'opération 1	
	type d'opération 2	
	type d'opération 3	

#### f- informations financières

Ces données seront automatiquement incluses dans les maquettes financières

FEADER (taux d'intervention - %)	FEADER - Montant total de la maquette financière (2014-2020)	Dépense publique totale (2014-2020)	Financement national additionnel (Aides d'État)
----------------------------------	--	-------------------------------------	---

<b>Total de la mesure</b>				
---------------------------	--	--	--	--

#### g- Vérifiabilité et contrôlabilité (article 69)

[Préciser ici comment sont garanties la vérifiabilité et contrôlabilité de la mesure / action, y compris le choix de la mesure, qui doit être fait en évitant de créer un risque d'erreur. Le cas échéant sur la base de l'évaluation ex-ante et par comparaison avec les éléments correspondant dans les données de référence.]

#### h- Autres remarques importantes

[Préciser ici toute autre information qui pourrait être utile à la compréhension de la mesure et à sa bonne mise en œuvre.]

### 6.3 Organisation de la transition

Cette section inclura le cas échéant un tableau par mesure et par an (2014-2022), précisant les dépenses concernées par la transition, ainsi qu'une description des conditions de mise en œuvre de la transition, en particulier lorsque les mesures sont abandonnées dans la programmation



suivante.

## 7 Plan d'évaluation

Plan d'évaluation, comprenant notamment une démonstration que des ressources suffisantes ont été prévues pour assurer les besoins d'évaluation identifiés.

### **Dans le cadre de la mise en place du plan d'évaluation, les travaux doivent s'organiser de la façon suivante :**

- 1- Cadre général initial du plan d'évaluation établi par l'autorité de gestion à inclure dans le PDR.
- 2- Suivi des rapports annuels d'exécution

Conformément au cadre réglementaire commun des fonds du CSC (article 49 (3)), au moins une fois au cours de la période de programmation, une évaluation précisera dans quelles mesures les fonds du CSC ont contribué aux objectifs de chaque priorité.

Les exigences minimales pour le plan d'évaluation seront incluses dans un acte d'exécution, et un guide précis relatif au contenu du plan d'évaluation, au plan de travail annuel et à leurs mise en œuvre sera finalisé par le Bureau de l'évaluation au cours de l'année 2013.

### **7.1 Création du plan d'évaluation par l'AG dans le PDR**

Le plan d'évaluation intégré dans le PDR devra inclure les éléments décrits ci-dessous. Il devra être suffisamment détaillé pour démontrer que les activités d'évaluation suffisantes et appropriées ont bien été prévues afin de garantir la disponibilité des résultats de l'évaluation dans les délais requis, et que les ressources suffisantes ont bien été prévues pour assurer leur réalisation.

- Objectifs et périmètre du plan d'évaluation
- Questions liées à sa gouvernance (coordination avec la mise en place des PDR ; gestion de l'évaluation ; structure des organes évaluatifs - unité d'évaluation et / ou groupe de pilotage / comité de pilotage ; assurance qualité des évaluations, simplification...)
- Description des activités d'évaluation : le plan d'évaluation devra préciser les besoins spécifiques d'évaluation identifiés y compris les questions de méthodologie lorsque nécessaires ; évaluation des indicateurs de résultat et d'impact et analyse des effets net ; travaux thématiques y compris pour les sous-programmes, questions horizontales telles que le développement durable, le changement climatique, le réseau rural national.
- Les données : collecte des données en lien avec les objectifs et les indicateurs, systèmes TI ; interfaces entre les données de suivi et les autres systèmes , garantie de disponibilité des données dans les délais pour les évaluations prévues.
- Calendrier : (calendrier indicatif des principales activités d'évaluation programmées, afin de prévoir la disponibilité des résultats dans les délais requis, d'alimenter les rapports annuels

d'exécution de 2017 et 2019, ainsi que l'évaluation ex-post.

- Coordination : liens avec les autres évaluations, avec le 1er pilier, les fonds structurels, les études menées par ailleurs.
- LEADER présente des exigences spécifiques en matière d'évaluation qui devront être décrites dans le plan d'évaluation ; expliquer comment les activités des GAL seront évaluées et devra inclure une description de l'appui qui sera apporté aux GAL pour leurs propres activités d'évaluation (p.ex : élaboration de directives, manuels...) ainsi que la coordination des activités d'évaluation, de collecte de données afin d'assurer que l'impact global des activités de LEADER puisse être évalué à l'intérieur de la zone du PDR.
- Communication (stratégie de communication à destination des partenaires et mécanismes de suivi des recommandations issues des évaluations.)
- Ressources : ressources financières et humaines affectées aux activités d'évaluation.

## **7.2 Suivi de l'évaluation dans le rapport annuel d'exécution**

Chaque rapport annuel d'exécution présentera un chapitre où seront précisés les détails de la mise en œuvre du plan d'évaluation. Ce chapitre sera subdivisé en deux sous parties, une qui décrira les évaluations entreprises au cours de la période sous revue, y compris les impasses ou les modifications sur les activités initialement prévues, et la seconde une présentation des activités qui seront menées l'année suivante, afin d'atteindre les objectifs fixés dans le plan d'évaluation, y compris les méthodologies et les approches envisagées, les étapes intermédiaires, les calendriers précis, les contrats à passer etc.

Pour les années 2014, 2015 et 2016 (c'est à dire les années pour lesquelles un rapport annuel d'exécution ne sera pas disponible), la présentation des évaluations prévues sera élaborée par l'autorité de gestion et présentée au comité de pilotage qui émettra un avis à leurs sujet.

Cette approche en deux étapes a pour objet de garantir une réserve suffisante et appropriée à destination des activités d'évaluation, tout en maintenant une certaine flexibilité et un contenu détaillé adaptable aux modifications de contexte et aux exigences réglementaires sans passer par une modification du PDR. Les programmes annuels de travail sont des outils de gestion qui vont piloter le processus évaluatif tout au long de la programmation, et être modifiables à la demande.

## **8 Plan de financement**

**Le plan de financement comprend** (art. 9 R-FEADER):

i) un tableau établissant, (article 64, paragraphe 4), la participation totale du FEADER prévue pour chaque année. Le cas échéant, ce tableau indique séparément dans la participation totale du FEADER les crédits prévus pour les régions moins développées et les ressources transférées au FEADER depuis l'enveloppe des paiements directs. La participation annuelle prévue du FEADER doit être compatible avec le cadre financier pluriannuel.

ii) un tableau établissant, pour chaque mesure, le type d'opération bénéficiant d'un taux de participation spécifique du FEADER et de l'assistance technique, la participation totale prévue de l'Union et le taux de participation du FEADER applicable. Le cas échéant, ce tableau indique séparément le taux de participation du FEADER pour les régions moins développées et pour les autres régions.

**Tableau 8(1) : Contribution totale du FEADER (€)**

Régions	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total 2014-2020
<b>Autres régions</b>								
<b>Régions moins développées</b>								
<b>Fonds complémentaires transférés depuis l'enveloppe de paiements directs</b>								
<b>Ajustements volontaires (UK)</b>								
<b>Total</b>								

**Tableau 8(2) : Plan de financement par mesure**

(€ - période 2014-2020)



Catégorie de régions	Mesures	taux appliqué	Taux applicable aux instruments financiers sous la responsabilité de l'AG	Contribution totale de l'Union prévue	Dépense publique totale
Régions moins développées et RUP - Iles	Applicable à toutes les mesures				
	Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)				
	Services de conseil (art.16)				
	Mise en place de groupements de producteurs (art.28)				
	Coopération (art.36)				
	Mise en œuvre de stratégies locales de développement				
Autres régions	Applicable à toutes les mesures				
	Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)				
	Services de conseil (art.16)				
	Mise en place de groupements de producteurs (art.28)				
	Coopération (art.36)				
	Mise en œuvre de stratégies locales de développement				
Assistance technique					
Fonds complémentaires transférés depuis l'enveloppe de paiements directs					
Ajustements volontaires (UK)					
Instrument financier - niveau UE (géré par CE)					
Total					

**Tableau 8(3) : Contribution communautaire prévue par mesure**

(€ - période 2014-2020) (cf - règlement horizontal)

Mesures	Contribution de l'UE prévue
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	
Services de conseil (art.16)	
Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)	
Investissements physiques (art.18)	
Reconstitution du potentiel de production (art.19)	
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	
Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	

[...]

**Tableau 8(4) : Mesures qui ne sont pas reconduites**

Mesures	Contribution de l'UE prévue	Taux de cofinancement
Retraite anticipée		
[...]		

## 9 Plan des indicateurs

(R FEADER article 9, j)

Un plan des indicateurs comprenant, pour chacune des priorités de l'Union pour le développement rural figurant dans le programme, les indicateurs et les mesures sélectionnées, accompagnés des résultats prévus et des dépenses prévues, ventilées en dépenses publiques et privées.

La section qui suit présente un bref aperçu des exigences en termes de tableaux d'indicateurs qui seront à produire, et notamment sur les cas spécifiques. Des précisions sur la procédure de suivi sont disponibles en annexe IV.

### 9.1 Plan d'indicateurs

Le plan des indicateurs est composé d'une série de tableaux qui vont accompagner la stratégie mise en œuvre dans le PDR, quantifiant les cibles pour la période 2014-2020, ainsi que les principales dépenses prévues et réalisées pour chaque domaine prioritaire sélectionné dans le PDR.

Puisqu'une mesure peut être programmée sous différentes domaine prioritaire, le plan des indicateurs présentera et quantifiera la part spécifique de la mesure programmée pour un domaine prioritaire donné. Le plan des indicateur fournit ainsi les attributions de ressources prévues (réalisations financières et physiques), par mesure et par domaine prioritaire, en lien avec les cibles à atteindre en 2020.

Afin d'éviter une trop grande complexité, les sous-programmes thématiques seront programmés sous un seul domaine prioritaire ce qui a pour conséquence l'ouverture d'une ligne supplémentaire correspondant à un sous-programme dans le domaine prioritaire auquel il contribue.

Le plan des indicateurs devra être mis à jour et révisé à toute modification du PDR afin de refléter les modifications des allocations budgétaires, la définition des cibles, les réalisations prévues et les effets secondaires attendus.

#### 9.1.1 Cas particulier de la priorité 1

Il y a lieu de noter que la priorité 1 : - Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture , de la foresterie et dans les zones rurales est une priorité transversale

et doit être traité séparément . Comme il s'agit d'un thème horizontal, et dans la mesure où il est difficile d'identifier et d'anticiper par un indicateur l'innovation, le plan des indicateurs fournira la liste des mesures programmées dans les autres domaines prioritaires qui sont les plus pertinents relativement "transfert de connaissance et innovation" à savoir : Transfert de connaissances et actions d'information (art.15), Services de conseil (art.16), Coopération (art.36). Les cibles des domaines prioritaires de la priorité 1 seront basées sur les réalisations prévues (/dépenses) des ces mesures "transfert de connaissance et innovation" programmées sous les autres domaines prioritaires.

### **9.1.2 cas particulier des mesures traitant de plusieurs objectifs environnementaux et climatiques sur les même parcelles**

Un certain nombre de mesures / sous-mesures peuvent être programmées pour traiter plus d'une question environnementale sur une même parcelle (par exemple : à la fois la qualité de l'eau et des sols). Dans ces cas, les parcelles couvertes par de telles mesures / systèmes peuvent être comptabilisées dans plus d'une cible.

Pour les 3 domaines prioritaires de la priorité 4 ( -Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie : 4A - Restaurer et préserver la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000 et les zones agricoles à haute valeur naturelle, et les paysages européens, 4B - Améliorer la gestion de l'eau, 4C - Améliorer la gestion des sols), et les deux domaines prioritaires de la priorité 5 (- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie : 5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture, 5E - Promouvoir la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, des cibles individuelles seront établies en nombre d'hectares (physiques) sur lesquels sont prévues des actions en faveur de la biodiversité, de l'eau, de la réduction des émissions d'oxyde d'azote et de séquestration du carbone comparés au nombre total d'hectares (physiques) de terres agricoles ou sylvicoles (par exemple 3 cibles pour les terres agricoles et 3 cibles pour les terres sylvicoles).

Et comme sur cette même surface (ha physique), il est possible de programmer des actions concernant plus d'un thème, la cible pour chacun des domaines prioritaires est établie indépendamment et le nombre d'ha ne peut être additionné sur l'ensemble des domaines prioritaires concernés. Il y lieu de bien distinguer cette approche de l'approche financière, où la dépense peut être identifiée sans équivoque par type de mesure et ha, et qui, en conséquence, peut être traité séparément.

Afin d'appuyer la prévision des réalisations, le programme présentera une approche qualitative des différents projets environnementaux et leurs conditions de mise en œuvre pour atteindre leurs objectifs. Au cours du programme, le nombre d'hectares par projet sera suivi afin de permettre un décompte réel du nombre d'hectares de chaque cible.

Les cibles doivent toujours être exprimées en hectares physiques (lorsque deux contrats se superposent sur un même hectare, il ne sera décompté qu'un seul hectare dans la valeur de réalisation ou dans la cible). Cependant, un même hectare peut être comptabilisé simultanément dans une cible "biodiversité" et dans une cible "gestion de l'eau".

## **9.2 Tableau général des mesures et des domaines prioritaires**

Sur la base du plan des indicateurs, un tableau consolidé des réalisations prévues peut être généré automatiquement, il fournira un panorama des mesures programmées par domaine

prioritaire, le total des réalisations et des dépenses par mesure.

Ce tableau permettra aussi de vérifier la cohérence entre la dépense publique totale par mesure et le plan de financement.

### **9.3 Effets secondaires**

Identification des contributions potentielle de certaines mesures ou sous-mesures de DR programmées sous un domaine prioritaire donné à d'autres domaines prioritaires / cibles.

Le plan des indicateurs ne fournit que des estimations quantitatives (réalisations et dépenses prévues et cibles pour 2020) sur la base des principaux effets attendus des interventions, les effets secondaires - en plus des effets directs - des opérations de DR devront aussi être comptabilisés. Par exemple, les investissements en irrigation peuvent contribuer principalement à la priorité 2 (Améliorer la compétitivité de tous les types d'agriculture et renforcer la viabilité des exploitations agricoles), mais avoir un effet favorable sous la priorité 5 (Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie). La différence entre des mesures qui ne concernent que des objectifs spécifiques liés à l'environnement et le climat sur les mêmes hectares, et les effets secondaires de quelques mesures, est que dans le premier cas les opérations seront programmées / mises en œuvre afin de répondre conjointement à ces problématiques (sur un pied d'égalité), alors que dans le deuxième cas il s'agira d'identifier les autres contributions possibles de ces opérations en plus de celles pour lesquelles elles sont programmées (qu'il est difficile de quantifier).

C'est pourquoi le plan des indicateurs doit être complété d'un autre tableau qui montre, en tant que de besoin, la contribution des mesures ou sous-mesures de DR programmées dans un domaine prioritaire à d'autres domaines prioritaires. Ces contributions potentielles des interventions à d'autres domaines prioritaires ou cibles n'ont pas à être quantifiées (ex-ante) dans le programme, elles seront plutôt sélectionnées à partir d'un tableau par simple clic lorsqu'un effet secondaire est attendu. L'évaluation ex-ante des effets secondaires des opérations de DR devront être décrites sous une forme qualitative dans le programme sous la section intitulée "description de la mesure".

Cette approche qualitative des effets secondaires permettra d'éviter les problèmes de double compte et en même temps de montrer les effets multiples des politiques menées. Ce qui sera particulièrement utile pour les objectifs transversaux innovation, changement climatique et environnement.

Une fois ces effets établis, un tableau général présentera les valeurs cibles fixées dans le plan des indicateurs (sur la base des interventions programmées pour le domaine prioritaire concerné) et les autres interventions qui apporteront une contribution à ces cibles.

## **10 Financement additionnel national**



- Financement additionnel national par mesure
---

**Tableau 15(1) Financement additionnel par mesure**

Mesures	Financement additionnel national en EUR 2014-2020
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	
Services de conseil (art.16)	
Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)	
Investissements physiques (art.18)	
Reconstitution du potentiel de production (art.19)	
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	
Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	

...

## 11 Éléments nécessaires à l'évaluation des aides d'État

- Éléments nécessaires à l'appréciation du respect des règles de concurrence
- Liste des régimes d'aides d'État non-agricoles qui seront utilisés dans la mise en œuvre des programmes.

Les éléments présentés aux points A et B relatifs aux réglementations et procédures relatives aux aides d'État doivent rester valides pendant toute la durée de la programmation et couvrir à la fois la demande initiale et ses modifications ultérieures.

### A. Pour les mesures relevant du champ d'application de l'article 42 du Traité soit :

- indiquer si l'aide est accordée sur la base du règlement (CE) n° [...] relatif aux aides de minimis du secteur agricole ;

ou

-fournir le numéro d'enregistrement et la référence au règlement d'exemption adopté sur la base du règlement Conseil (CE) n° [...] sous lequel la mesure a été introduite ;

ou

-fournir le numéro et numéro de référence sous lequel la mesure a été déclarée compatible avec le Traité par la Commission ;

ou

-soumettre le formulaire d'information pertinent annexé au règlement Commission (CE) n°794/2004 [...] (formulaires standards)

### B. Pour les mesures relevant des articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35 du règlement CE n° [R-FEADER] et les opérations prévues dans les mesures relevant des articles 15, 16, 18, 20, 36 de ce même règlement qui ne relèvent pas du champ d'application

de l'article 42 du Traité, soit :

-indiquer si l'aide sera accordée sur la base du règlement (CE) n° [...] relatif aux aides de minimis [général] ;

ou

-fournir le numéro d'enregistrement et la référence au règlement d'exemption adopté sur la base du règlement Conseil (CE) n° [...] sous lequel la mesure a été introduite ;

ou

-fournir le numéro et numéro de référence sous lequel la mesure a été déclarée compatible avec le Traité par la Commission ;

ou

-indiquer pour quelles autres raisons le régime d'aide concerné doit être considéré comme une aide au sens de l'article [...] du règlement (CE) n° [...] (procédure pour les aides notifiées) y compris les mesures d'aides existantes au sens des Traités d'adhésion.

**Tableau 16(1) : Tableau des aides d'État**

Mesure	Intitulé du régime d'aide	Base juridique	Durée du régime

Le tableau des aides d'État est accompagné d'un engagement par lequel l'État membre s'oblige à notifier individuellement, conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité, les cas d'application des régimes énumérés au point B pour lesquels des notifications individuelles sont exigées en vertu des règles relatives aux aides d'État ou des conditions et engagements fixés dans les décisions respectives d'approbation des aides d'État.

## **12 Information sur la complémentarité avec les autres politiques**

- Information relatives à la complémentarité avec des mesures financées par d'autres instruments financiers agricoles communautaires, au moyen de la politique de cohésion ou par le FEAMP.

**Cette section doit comprendre les éléments suivants :**

i. Moyens et évaluation de la complémentarité avec:

- les actions, les politiques et les priorités de la Communauté, et notamment les objectifs de la cohésion économique et sociale et ceux du FEAMP,
- les mesures financées par d'autres instruments dans les secteurs dont la liste figure à l'annexe I du présent règlement.

- les stratégies de développement local mises en œuvre par LEADER, les activités prévues dans le cadre de la mesure "Coopération" mentionnée à l'article 36, la mesure "Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales" mentionnée à l'article 21, et les autres fonds du CSC.

ii. Il convient de fournir, le cas échéant, les renseignements relatifs à la complémentarité avec d'autres instruments financiers de la Communauté.

### **13 Dispositions relatives à la mise en œuvre du programme**

- Désignation par l'État membre de toutes les autorités compétentes et, à titre d'information, description sommaire de leur structure de gestion et de contrôle.
- Description des systèmes de suivi et d'évaluation, et composition envisagée pour le comité de suivi.
- Dispositions prévues pour assurer la publicité du programme, y compris au moyen du réseau rural national
- Description de l'approche retenue pour établir les principes relatifs à la mise en place de critères de sélection pour les projets et les stratégies locales de développement, en prenant en compte les cibles pertinente.
- Description des mécanismes garantissant la cohérence entre les activités de développement local.

Plus de précisions sont apportées dans le document de travail de la Commission intitulé "Le principe de partenariat dans la mise en œuvre du cadre stratégique commun des fonds - éléments pour un code de conduite européen du partenariat" disponible à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/working/strategic\\_framework/swd\\_2012\\_106\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/strategic_framework/swd_2012_106_en.pdf)

#### **Cette section doit contenir les éléments suivants :**

i. — Désignation par l'État membre de toutes les autorités prévues à l'article 72, paragraphe 2, du règlement (CE) no [...] et, à titre d'information, description sommaire de leur structure de gestion et de contrôle. En particulier, les informations fournies dans cette section doivent permettre d'évaluer l'adéquation des ressources humaines et de la capacité administrative de gestion du programme telle que mentionnée à l'article 48(3)(i) du règlement [CSC].

ii. un paragraphe doit prévoir :

a - une section qui précise le caractère approprié des procédures de suivi du programme, et de collecte des données nécessaires à la réalisation des évaluations. Cette description couvre le système d'enregistrement, protection, gestion et restitution de l'information statistique sur le programme et sa mise en œuvre pour atteindre les objectifs et les priorités définis ainsi que pour les besoins d'évaluation. Il faudra démontrer que les ressources allouées sont suffisantes pour satisfaire les besoins identifiés et les activités prévues.

b - Une description des modalités pour garantir la mise en œuvre efficace, efficiente et coordonnée

du FEADER et les actions visant à réduire la charge administrative des bénéficiaires.(article 24 [CSC]

c - La composition envisagée du Comité de pilotage ventilée par type de partenaires afin de démontrer qu'il est représentatif et que sa composition est équilibrée, et toute informations supplémentaires relatives à son fonctionnement, par exemple s'il est prévu de constituer un comité conjoint avec les autres fonds du CSC, ou s'il sera monofonds, etc.

iii. Description du plan de communication ainsi que des éléments inclus dans le règlement d'exécution, à savoir:

a) les actions prévues pour informer les bénéficiaires potentiels, les organisations professionnelles, les partenaires économiques, sociaux et environnementaux, les organismes œuvrant en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que les organisations non gouvernementales, des possibilités offertes par le programme et des modalités d'accès à ses financements;

b) les actions prévues pour informer les bénéficiaires du montant du cofinancement communautaire;

c) les actions visant à informer le grand public du rôle joué par la Communauté en faveur des programmes et des résultats de ces derniers.

iv. - Les principes relatifs à la mise en place de critères de sélection pour les projets et les stratégies locales de développement devront être précisément exposés, en prenant en compte les cibles pertinente.

v. - en ce qui concerne le développement local, lorsque les activités sont programmées dans le cadre des stratégies de développement local, les activités prévues dans le cadre de la mesure "Coopération" mentionnée à l'article 36, la mesure "Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales" mentionnée à l'article 21, il y a lieu de décrire les mécanismes garantissant la cohérence, y compris comment les synergies sont exploitées et les chevauchements évités.

vi. une évaluation ex-ante de la vérifiabilité, de la contrôlabilité et du risque d'erreur des mesures sera incluse dans cette partie du programme de développement rural.

## **14 Mesures prises pour la participation du partenariat**

- Présentation des actions réalisées pour favoriser la participation du partenariat et des résultats des consultations.

### **Cette information comprend :**

i. Désignation des partenaires consultés :

Liste des autorités compétentes régionales et locales, des autres autorités publiques, des partenaires économiques et sociaux et de tous les autres organismes appropriés représentant la société civile, des organisations non gouvernementales, y compris environnementales, ainsi que des organismes chargés de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, qui ont été consultés.

ii. Résultats de la consultation

Fournir un résumé des résultats des consultations, en précisant les dates des consultations et les délais accordés pour apporter des commentaires et contribuer à la préparation des programmes, et indiquer dans quelle mesure les avis et les conseils exprimés ont été pris en considération.

L'autorité de gestion peut juger nécessaire de joindre au programme de développement rural, sous forme d'annexe séparée, les informations relatives à cette section.

## **15 Plan d'action pour le Réseau rural national**

- Le cas échéant, les principaux éléments relatifs au plan d'action du réseau rural national, sa structure et les dispositions prises pour sa gestion.

### **Cette section décrira brièvement :**

- i. les principaux éléments du plan d'action du réseau rural national ;
- ii. les dispositions relatives à sa gestion ;
- iii. les allocations financières.

Des exigences supplémentaires sont prévues pour les États membres ayant opté pour des programmes régionaux qui soumettent pour approbation un programme spécifique pour les réseaux ruraux nationaux.

Des précisions seront apportées ultérieurement par le Réseau rural européen pour le développement rural (ENRD).

### **Pièces à joindre au programme**

- 1- Évaluation ex-ante

## **ANNEXE 1 Logique d'intervention de base**

Correspondances entre mesures et objectifs :

La matrice présentée ci dessous fournit une liste indicative des mesures/instruments correspondant à une ou plusieurs priorités de l'Union et a vocation à illustrer la flexibilité de la programmation des mesures en fonction des objectifs que l'intervention des PDR doit atteindre. Les mesures ont été regroupées en principales catégories (plus LEADER) : mesures en faveur du capital humain et social ; mesures en faveur des investissements physiques ; mesures surfaciques, et une catégorie mixte.

## **ANNEXE 2 : Aperçu des exigences réglementaires pour certaines mesures**

### **Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)**

- Définition des compétences appropriées attendues du personnel de formation et des formations régulières reçues pour assurer cette compétence ;
- Spécification des qualifications minimales attendues des personnes chargées des services de transfert de connaissance et durée et contenu des échanges et visites d'exploitations.

### **Services de conseil (art.16)**

- Définition du niveau de ressource humaine appropriée en personnel qualifié et bénéficiant de formations régulières, d'expérience en conseil et de fiabilité dans le domaine de conseil concerné ;
- Identification et informations détaillées pour au moins un des éléments sur 5 du point 4 ;
- Spécification du minimum de qualifications des autorités ou des organismes dispensateurs de conseil.

## **Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)**

- Indication des régimes de qualité éligibles pour les produits agricoles, le coton et les produits alimentaires reconnus au niveau national et remplissant les 4 critères spécifiques du point 1 (b) ;
- Indication des régimes de certification volontaires de produits agricoles éligibles reconnus par l'État membre comme conformes au guide des bonnes pratiques de l'Union.

## **Investissements physiques (art.18)**

- Description des exigences relatives à l'amélioration de la performance globale des exploitations agricoles ;
- Définition d'un investissement non-productif ;
- Définition des investissements collectifs ;
- Définition des projets intégrés ;
- Définition et identification des zones Natura 2000 éligibles et autres zones à Haute valeur naturelle ;
- Définition de la taille des investissements éligibles à la restructuration de l'exploitation ;
- Indication des productions relevant de l'article 1(2) qui ne sont pas couverts par l'annexe I ;

## **Développement des exploitations et des entreprises (art.20)**

- Définition du régime des petits exploitants agricoles ;
- Définition des seuils maximal et minimal tels que prévus au point 4 de l'article [...] 2<sup>ème</sup> paragraphe, en référence aux points 1(a)(i) et 1(a)(iii) ;
- Définition de « installation » par l'État membre / région ;
- Synthèse des exigences du plan de développement ;
- Possibilité d'utiliser une combinaison de différentes mesures dans le plan de développement et ouverture à ces mesures pour le jeune agriculteur ;
- Domaines couverts par la diversification.

## **Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)**

- Définition des infrastructures de petite envergure (à l'exception du haut débit et de l'énergie renouvelable)
- Critères de complémentarité avec les autres types d'aides d'autres instruments de l'Union en faveur des investissements en infrastructure dans les zones rurales dans le cadre de la dérogation haut débit et énergie renouvelable
- Type d'infrastructures en faveur de l'énergie renouvelable pouvant bénéficier d'une aide conformément à la définition des types d'énergie renouvelable établit dans l'Acte délégué conformément à l'article 21 (4)

## **Sylviculture (art.22)**

- Définition de la taille requise pour les entreprises pour lesquelles l'aide sera conditionnée à la production d'un plan de gestion forestière ou document équivalent

## **Boisement et création de surfaces boisées (art. 23)**

- Définition des exigences environnementales mentionnées au paragraphe 2

## **Mise en place de systèmes agroforestiers (art. 24)**

- Spécification du nombre maximum d'arbres plantés à l'hectare et des espèces forestières autorisées

## **Prévention et la réparation des dommages causés aux forêts (art. 25)**

- Définition de la liste des organismes nuisibles aux plantes susceptibles de causer des dégâts (en tant que de besoin)



- Identification des zones forestières classées de risque moyen à élevé aux incendies d'après les plan de protection des forêts correspondant
- Définition de la taille des entreprises conditionnelle à l'octroi d'une aide à la présentation d'un plan de gestion des forêts

### **Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale (art.26)**

- Définition des types d'investissements éligibles et des objectifs environnementaux qu'ils sont susceptibles d'atteindre

### **Mise en place de groupements de producteurs (art.28)**

- Description de la procédure officielle de reconnaissance de ces groupes

### **Agrœnvironnement - climat (art.29)**

- Identification et définition des éléments de base
- Identification et définition des normes obligatoires établies par la législation nationale
- Liste des races menacées d'abandon et ressources génétiques végétales menacées par l'érosion génétique

### **Agriculture biologique (art.30)**

- Identification et définition des éléments de base
- Identification et définition des normes obligatoires établies par la législation nationale

### **Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau (art.31)**

- Identification et définition des éléments de base
- Identification des restrictions / inconvénients sur la base desquels les paiements sont accordés
- Directive-cadre sur l'eau : définition des principales modifications dans l'utilisation des terres et présence de programmes de mesures dans les plans de gestion de districts hydrographiques
- La liste des zones désignées pour la mise en œuvre des directives 79/409/CEE, 92/43/CEE et 2009/147/CE et les obligations pour les agriculteurs découlant des dispositions nationales/régionales

### **Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (art.32)**

- Identification des seuils de niveau de surface par exploitation à partir desquels l'État membre calcule la dégressivité des paiements.

### **Désignation des zones soumises à des contraintes naturelles et à d'autres contraintes spécifiques (art.33)**

- Désignation des zones soumises à des contraintes naturelles et à d'autres contraintes spécifiques et à l'exercice d'affinement sur la base de critères objectifs pour la délimitation des zones autres que les montagnes pour être éligible à l'aide prévue à l'article 32 ;
- Définition des contraintes spécifiques permettant de garantir une éligibilité ultérieure dans les cas où la gestion des terres serait poursuivie.

### **Bien-être des animaux (art.34)**

- Définition et identification des exigences nationales correspondant aux normes obligatoires établies conformément au chapitre 1 du Titre IV du Règlement (CE) n°HR/2012

### **Services forestiers, environnementaux et climatiques et conservation des forêts (art.35)**

- Définition de la taille des entreprises conditionnelle à l'octroi d'une aide à la présentation d'un plan de gestion des forêts
- Identification des exigences réglementaires pertinentes établies par le plan forestier national ou toute autre législation nationale

### **Coopération (art.36)**

- Définition de contexte « local » en particulier pour la promotion (au sens du paragraphe 2(e))
- Lorsqu'un plan de développement ou un plan de gestion des forêts ou l'équivalent, ou une stratégie de développement est mis en œuvre, l'État membre peut accorder une aide globale couvrant les coûts de coopération et le coût des projets mis en œuvre ou ne couvrir que les coûts de la coopération et utiliser des fonds provenant d'autres mesures ou d'autres fonds communautaires pour la mise en œuvre des projets ;
- Précisions sur caractéristiques des projets pilotes, clusters, réseaux, circuits courts et marchés locaux.

### **Gestion des risques (art.37)**

- Les mécanismes garantissant qu'il n'y a pas de surcompensation

### **Assurance cultures, animaux et végétaux (art.38)**

- Les conditions auxquelles doivent satisfaire les contrats pour bénéficier du soutien, ils mentionnent au moins : (i) les risques particuliers assurés; (ii) les pertes économiques particulières couvertes; (iii) la prime versée, hors taxe.
- Les règles à appliquer pour établir le calcul de la destruction de la production annuelle moyenne d'un agriculteur

### **Fonds de mutualisation en cas de maladies animales et végétales ou d'incidents environnementaux (art.39)**

- Définition de la politique de transparence concernant les versements et retraits depuis le fonds
- Définition des règles précises de responsabilité en cas de dettes
- Définition des règles pour la création et la gestion d'un fonds de mutualisation (afin d'accorder des compensations aux agriculteurs), qui incluront notamment :
  - (a) Les conditions du financement du fonds de mutualisation
  - (b) La survenue d'un phénomène climatique défavorable, une maladie animale ou végétale, une infestation parasitaire ou incident environnemental qui pourrait donner lieu à une compensation aux exploitants, y compris la zone géographique couverte, en tant que de besoin ;
  - (c) Les critères permettant d'évaluer si un événement déterminé donne lieu au paiement d'une indemnité aux agriculteurs
  - (d) les modes de calcul des coûts supplémentaires qui constituent des pertes économiques
  - (e) Le calcul des coûts administratifs
  - (f) Les règles à appliquer pour établir le calcul de la destruction de la production annuelle moyenne d'un agriculteur
  - (g) Toutes limites aux coûts éligibles à une contribution financière
  - (h) la procédure d'agrément d'un fonds de mutualisation déterminé, conformément au droit national
  - (i) Les règles de procédures ; et
  - (j) les audits de conformité et d'apurement auxquels est soumis le fonds de mutualisation après son agrément
- Lorsque la source de compensation financière payé par le fonds de mutualisation est issue d'un prêt commercial, les durées minimale et maximale de ce prêt.

### **Instrument de stabilisation des revenus (art. 40)**

- Définition du revenu conformément aux dispositions prévues à l'article 40(1)

- Définition de la politique de transparence concernant les versements et retraits depuis le fonds
- Définition des règles claires en matière de responsabilités pour des dettes éventuelles
- Définition des règles pour la création et la gestion d'un fonds de mutualisation (afin d'accorder des compensations aux agriculteurs), qui incluront notamment :
  - (a) Les conditions du financement du fonds de mutualisation
  - (b) Le calcul des coûts administratifs
  - (c) Règles de calcul de la chute de revenu
  - (d) Toutes limites aux couts éligibles à une contribution financière
  - (e) la procédure d'agrément d'un fonds de mutualisation déterminé, conformément au droit national
  - (f) Les règles de procédures ; et
  - (g) les audits de conformité et d'apurement auxquels est soumis le fonds de mutualisation après son agrément
- Lorsque la source de compensation financière payé par le fonds de mutualisation est issue d'un prêt commercial, les durées minimale et maximale de ce prêt.

#### **Groupes d'action locale LEADER (art.42)**

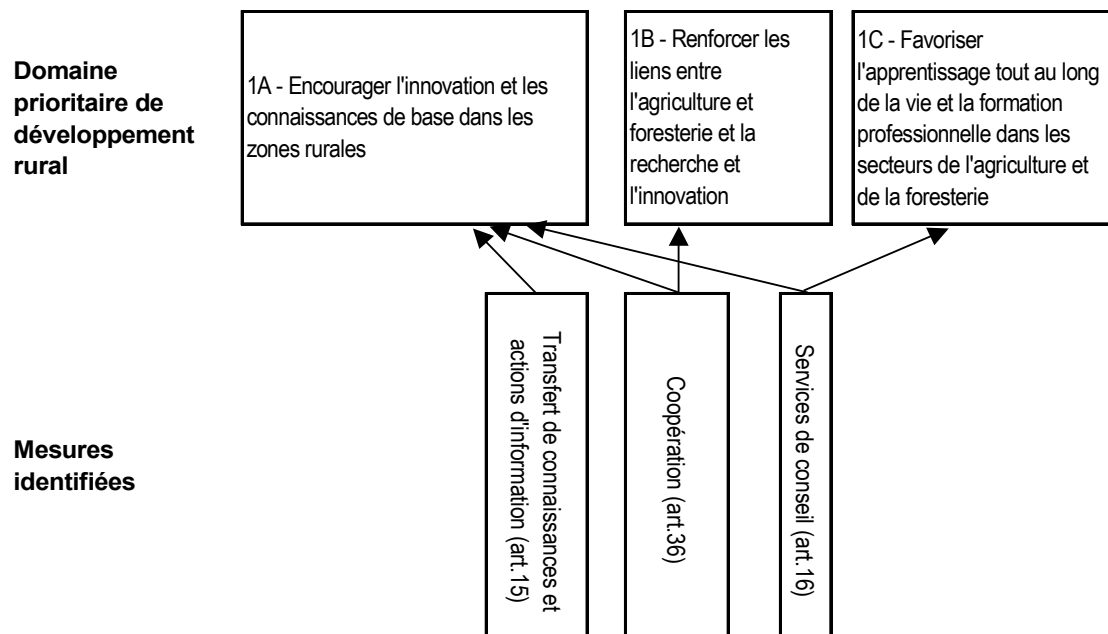
- Référence au règlement (UE) n° CSC / 2012

#### **Actions de coopération LEADER (article 44)**

- Mise en place d'un système de dépôt de demandes permanent pour les projets de coopération pour les cas où les projets de coopération ne sont pas sélectionnés par les GAL

### **ANNEXE 3 : Exemples de logique d'intervention par priorité**

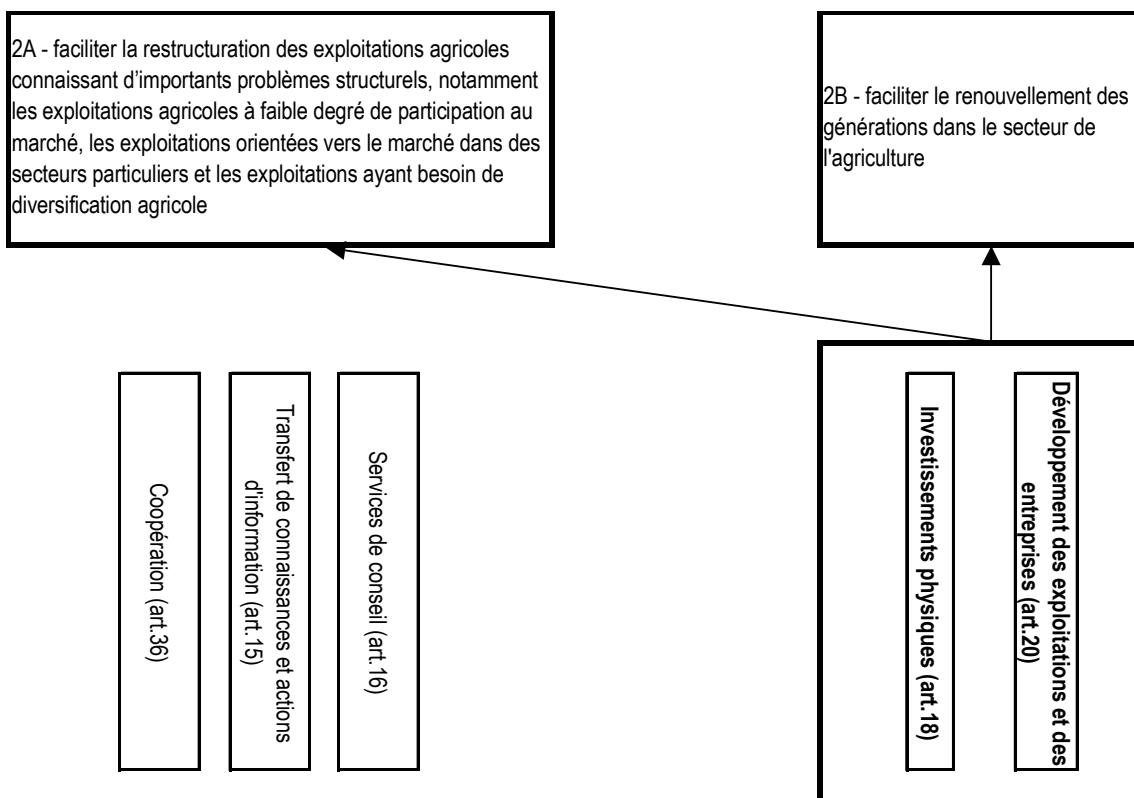
#### **1- Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture , de la foresterie et dans les zones rurales**



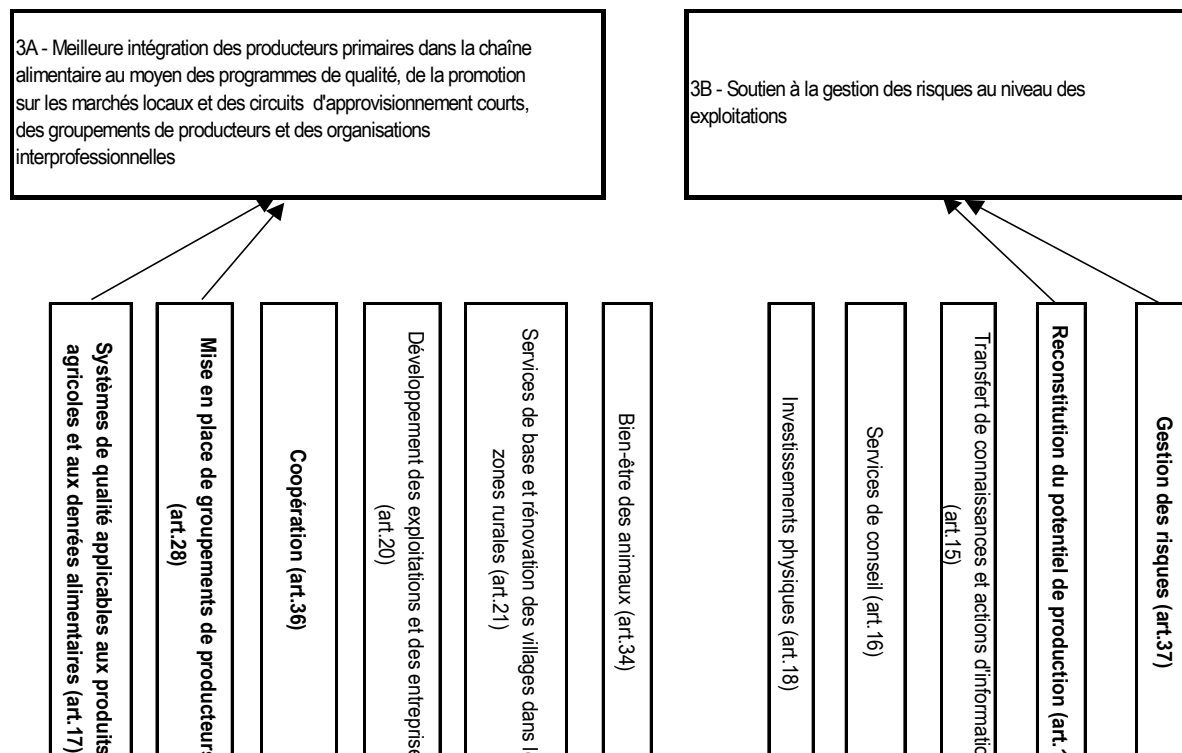
## 2- Améliorer la compétitivité de tous les types d'agriculture et renforcer la viabilité des exploitations agricoles



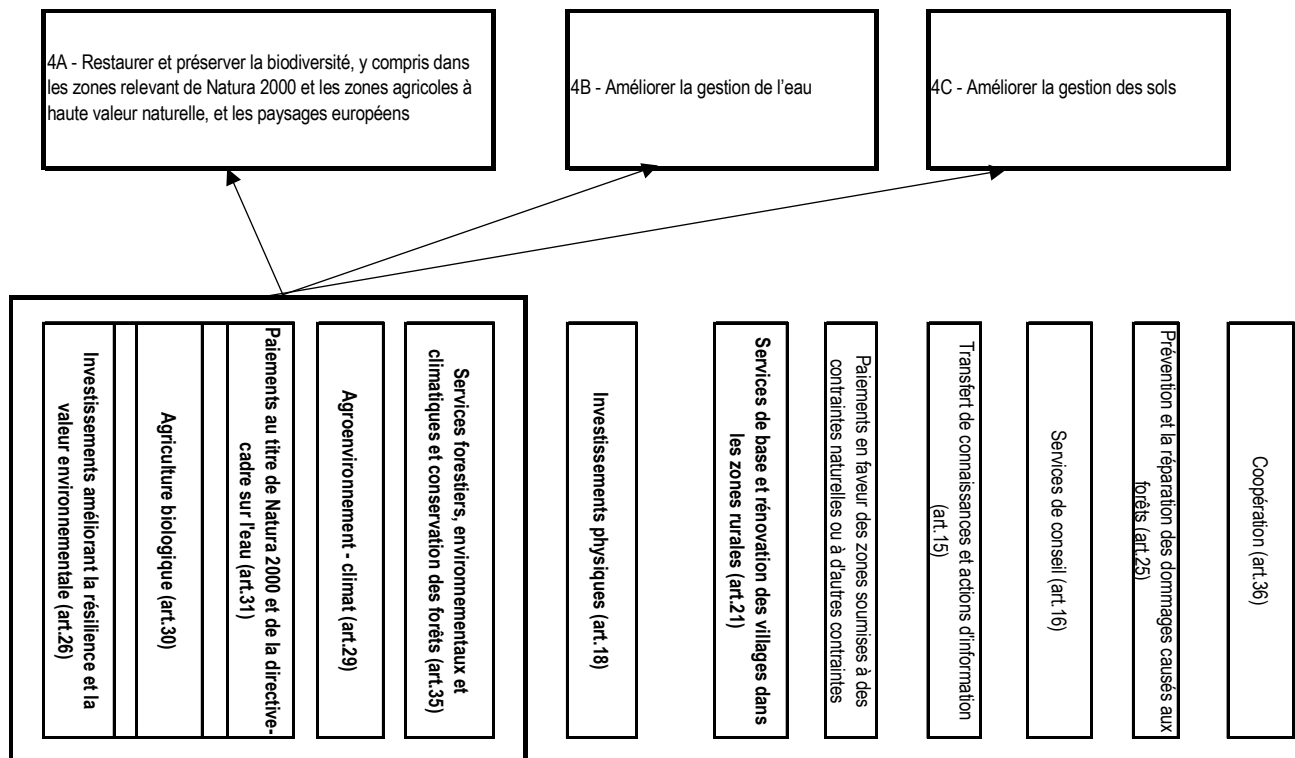




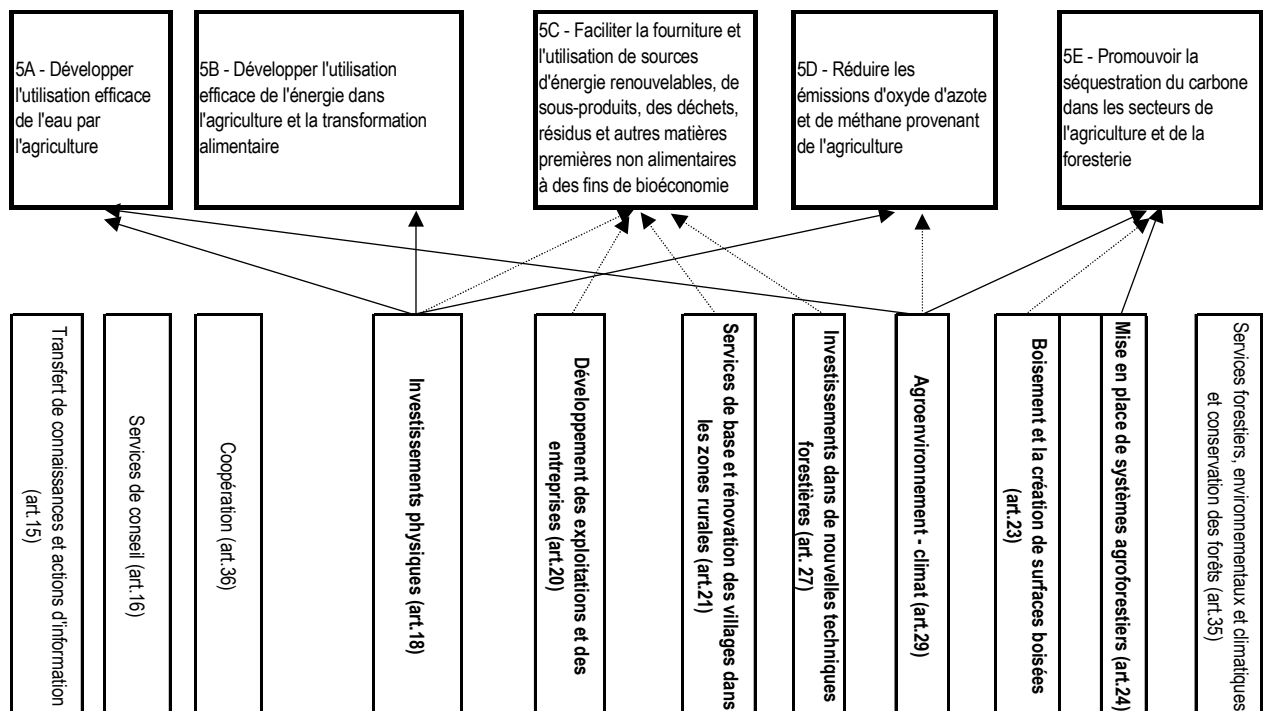
### 3- Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture



#### 4- Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie



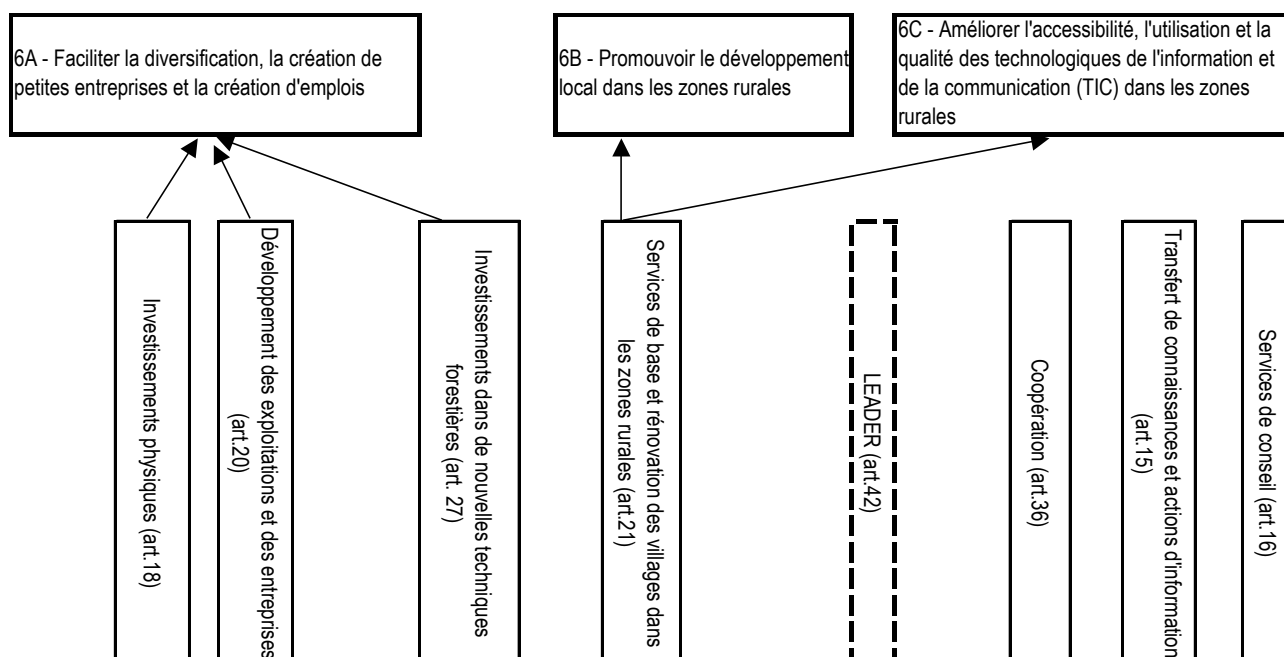
#### 5- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie





**6- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales**





## 16 ANNEXE IV : Éléments préliminaires à la programmation et à la définition des cibles

L'article 9 du projet de règlement en faveur du développement rural 2014-2020 précise le contenu des futurs programmes de développement rural.

Il précise en particulier que sur la base d'une analyse AFOM (sur la base d'indicateurs communs de contexte) et du recensement des besoins, les Autorités de gestion établissent une stratégie dans leur programme qui a pour objectif de satisfaire les priorités de l'Union en faveur du développement rural et établir des cibles à ces objectifs spécifiques, au niveau des domaines prioritaires de chacune des priorités.

Ces cibles sont établies sur la base d'indicateurs communs (un indicateur cible pour chaque domaine prioritaire)

### Le plan des indicateurs

Afin de démontrer que les cibles fixées pour 2020 (en lien avec les priorités et les domaines prioritaires définis en fonction de l'analyse AFOM et du recensement des besoins) seront atteintes, les AG doivent d'abord prévoir les mesures et les moyens financiers qui seront affectés à chacun des domaines prioritaires et fournir les éléments de calcul de chaque cible.

C'est ce qui est établi dans le plan des indicateurs (article 9 (1) (j) du compromis de la présidence danoise). Il s'agit d'un ensemble de tableaux par domaine prioritaire, incluant les cibles fixées pour 2020 ainsi que les réalisations et les dépenses prévues, pour chaque mesure de développement rural choisie en fonction du domaine prioritaire correspondant. Puisqu'une mesure peut être programmée sous plusieurs domaines prioritaires, le plan des indicateurs montrera et quantifiera la part spécifique d'une mesure programmée pour un domaine prioritaire donné (réalisations et les

dépenses prévues). L'annexe 1 précise la construction des tableaux du plan des indicateurs et fourni les particularités de chaque priorité.

A partir du tableau des domaines prioritaires, un tableau consolidé des réalisations et dépenses prévues par mesure sera généré automatiquement. La dépense totale prévue par mesure pourra être vérifiée en regard du plan de financement pour s'assurer de sa cohérence (cf annexe 1 - tableau 2)

Ainsi le plan des indicateurs fourni la répartition des ressources prévues (en dépenses et réalisations physiques), par mesure et par domaine prioritaire en lien avec les cibles fixées pour 2020.

Les réalisations physiques et les dépenses ne sont comptabilisées qu'une fois dans ce plan (à l'exception de la priorité 1, qui correspond à un agrégat des réalisations et des dépenses venant d'autres domaines prioritaires (voir Annexe 1).

### Remarques

- Indicateurs cibles : un effort particulier a été fait pour utiliser des indicateurs cibles simplifiés qui pourront être plus facilement quantifiés au niveau du programme et plus facilement suivis. Dans la plupart des cas les cibles peuvent être calculées à partir des réalisations prévues des mesures dans le plan des indicateurs, en lien avec les indicateurs de contexte / statistiques. Voir les définitions des indicateurs cibles dans les fiches correspondantes.
- Indicateurs de réalisations : seuls les principaux indicateurs de réalisations sont intégrés dans le plan des indicateurs (sans ventilation par genre, type de bénéficiaires, ou par type de projet dont le détail ne présente pas d'intérêt et qui ne sont pas nécessaires à la définition des cibles. L'information complémentaire apparaîtra seulement dans la phase de suivi, le cas échéant.

Prévision des effets croisés et contributions à d'autres domaines prioritaires
--

Au niveau de la programmation, le plan des indicateurs sera accompagné d'un autre tableau qui exposera de manière indicative comment certaines mesures de développement rural programmées sous un domaine prioritaire sont supposées avoir des effets croisés et contribuer à d'autres domaines prioritaires. Ce tableau (par ex. Annexe 2 - Tableau 1) fournira ainsi un aperçu général des différentes synergies attendues entre les domaines prioritaires, comme la contribution potentielle d'une mesure programmée dans un domaine prioritaire spécifique à un autre domaine prioritaire (voir annexe 2- Tableau 2 pour des exemples concrets).

### Questions en suspens et travaux complémentaires

Indicateurs de résultat complémentaires : dans la mesure où les cibles ont été simplifiées pour permettre une quantification plus facile au niveau du programme, il sera nécessaire de conserver un indicateur de résultat dans certains cas. Pour ceux-ci il ne sera pas établi de cibles. Ils seront utilisés pour les besoins de l'évaluation. Voir fiches d'indicateurs.

Les sous programmes : en principe, des lignes supplémentaires seront créées dans les domaines prioritaires dont ils relèvent (sous la forme d'un tableau supplémentaire). Ce sera beaucoup plus compliqué si le sous-programme est prévu sur plusieurs domaines prioritaires.

Revue de performance et cibles : les étapes (milestones) seront les passages obligés pour vérifier l'état d'avancement du programme vers chacune des priorités de développement rural, elles seront fixées pour 2018. Il s'agit dès lors de définir des indicateurs communs de performance, sur la base d'indicateurs de réalisations et/ou financiers, afin de fixer la valeur de ces étapes. Les autorités de gestion devront proposer des valeurs appropriées pour chaque étape concernée, en lien avec les mesures, les actions et les ressources programmées pour chaque priorité.

Indicateurs de l'accord de partenariat : en principe, un ensemble d'indicateurs clés du système commun de suivi et d'évaluation seront utilisés comme cibles ou comme indicateurs de réalisation clés. Les priorités de développement rural / domaines prioritaires ont été reliées au 11 objectifs thématiques du CSC.

Intégration de nouveaux domaines prioritaires au delà des 18 communautaires prévus par les autorités de gestion dans leurs PDR.

Indicateurs de contexte : des travaux complémentaires sont encore nécessaires pour stabiliser l'ensemble des indicateurs de contexte et définir leur mode d'emploi par les États membres au cours de l'analyse AFOM et du processus évaluatif.

Suivi de l'instrument financier : le suivi de cet outil spécifique est prévu dans le CSC (art.40(3)).

Suivi des top-up (article 89 du projet R FEADER) : il reste à définir si les top-up devront être comptabilisés séparément pour la définition des cibles et le suivi.

\*\*\*

En annexes :

Annexe IV.1 Tableaux du plan des indicateurs

Annexe IV.2 Contributions et effets croisés à d'autres domaines prioritaires

## **Annexe IV.1 Tableaux du plan des indicateurs**

Le plan des indicateurs est composé d'une série de tableaux qui vont accompagner la stratégie mise en œuvre dans le PDR, quantifiant les cibles pour la période 2014-2020, ainsi que les principales dépenses prévues et réalisées pour chaque domaine prioritaire sélectionné dans le PDR.

Puisqu'une mesure peut être programmée sous différentes domaine prioritaire, le plan des indicateurs présentera et quantifiera la part spécifique de la mesure programmée pour un domaine prioritaire donné. Les plan des indicateur fournit ainsi les attributions de ressources prévues (réalisations financières et physiques), par mesure et par domaine prioritaire, en lien avec les cibles à atteindre en 2020.

\* \* \*

*Les tableaux présentés dans le projet de plan des indicateurs présente des combinaisons adaptées de mesures par domaine prioritaire, mais les autorités de gestion peuvent adapter ces combinaisons en fonction de leur situation spécifique. Ainsi il n'est pas obligatoire de programmer toutes les mesures et tous les domaines prioritaires.*

Le tableau 1 présente un aperçu général des mesures/sous-mesures à programmer par domaine prioritaire. Lorsqu'une mesure ou partie d'une mesure est comptabilisée comme cible dans un domaine prioritaire, elle est indiquée. Ce tableau peut servir de guide lors de la préparation du plan des indicateurs et de la sélection des mesures par domaine prioritaire.

Le tableau 2 peut être généré automatiquement à partir des tableaux du plan des indicateurs complété. Il donne un aperçu des réalisations et des dépenses prévues par mesure et par domaine

prioritaire et permet de vérifier le montant de la dépense publique totale par mesure au regard du plan de financement.

### **Priorité 1- Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et dans les zones rurales**

La priorité 1 est un cas particulier

Il y a lieu de noter que la priorité 1 : - Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture , de la foresterie et dans les zones rurales est une priorité transversale et doit être traité séparément . Comme il s'agit d'un thème horizontal, et dans la mesure où il est difficile d'identifier et d'anticiper par un indicateur l'innovation, le plan des indicateurs fournira la liste des mesures programmées dans les autres domaines prioritaires qui sont les plus pertinents relativement "transfert de connaissance et innovation" à savoir : Transfert de connaissances et actions d'information (art.15), Services de conseil (art.16), Coopération (art.36). Les cibles des domaines prioritaires de la priorité 1 seront basées sur les réalisations prévues (/dépenses) des ces mesures "transfert de connaissance et innovation" programmées sous les autres domaines prioritaires.

1A - Encourager l'innovation et les connaissances de base dans les zones rurales

<b>CIBLE</b>	<b>% Dépenses pbliques totales</b>	
	<b>2020</b>	
	<b>(a+b+c)/d</b>	
	Dépense publique totale prévue au PDR	<b>d</b>

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)	<b>a</b>
--	---	----------

Services de conseil (art.16)	Dépense publique totale € (2.1 à 2.3)	<b>b</b>
------------------------------	---------------------------------------	----------

Coopération (art.36)	Dépense publique totale € (16.1 à 16.12)	<b>c</b>
----------------------	--	----------

L'indicateur cible pour ce domaine prioritaire est la part de dépense publique du programme dans la mesure "Transfert de connaissances et actions d'information" (art.15) programmée dans les autres domaines prioritaires.













CIBLE	Nombre d'opération de coopération prévues sous la mesure coopération (groupes, réseaux, clusters, projets pilotes...)	
	2020	
	(a+b)	

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Coopération (art.36)	Nombre de groupes opérationnels PEI aidés (mise en place et fonctionnement) (16.2)	<b>a</b>
	Nombre d'opérations autres (groupes, réseaux, clusters, projets pilotes...) (16.1 et 16.3 à 16.12)	<b>b</b>

Le plan des indicateurs montrera le nombre prévu de projets de coopération, et en particulier, le nombre de groupes opérationnels ciblés pour un financement par cette mesure de coopération.

**1C - Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

CIBLE	Nombre de participants aux formations	
	2020	
	a	

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	Nombre de participants aux formations (1.1)	a
--	---	---

La cible est constituée du nombre de participants aux formations et peut illustrer les efforts réalisés dans ce domaine prioritaire. Le total est constitué de l'agrégation des prévisions des différents domaines prioritaires.

**Priorité 2- Améliorer la compétitivité de tous les types d'agriculture et renforcer la viabilité des exploitations agricoles**

**2A - Faciliter la restructuration des exploitations agricoles connaissant d'importants problèmes structurels, notamment les exploitations agricoles à faible degré de**

CIBLE	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide d'investissement à la restructuration	
	Nbr	%
exploitations agricoles bénéficiant d'une aide d'investissement à la restructuration	a	a/b
nombre total d'exploitations agricoles	b	
<b>Réalisations prévues - 2014-2020</b>		

Investissements physiques (art. 18)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide d'investissement aux bâtiments agricole (4.1)	a
	Dépense publique totale d'investissements dans les infrastructures (4.3)	
	Dépense publique totale (4.1+4.2+4.3)	

Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide au démarrage pour le développement des petites exploitations (6.3)	
	Dépense publique totale €	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

Il est possible de programmer de nombreuses mesures sous ce domaine prioritaire. La cible est basée sur le nombre d'exploitations bénéficiant d'une aide à l'investissement pour la restructuration (Investissements physiques (art. 18)) comparé au nombre total d'exploitations bénéficiant du PDR. La mesure investissement est considéré comme une mesure clé dans le paquet de mesures associées à la restructuration.

## 2B -Faciliter le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture

CIBLE	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide à la mise en place d'un plan de développement pour les jeunes agriculteurs		
	Nbr	%	
exploitations agricoles bénéficiant d'une aide à la mise en place d'un plan de développement pour les jeunes agriculteurs d'ici 2020	a	a/b	
nombre total d'exploitations agricoles (année de base)	b		
Réalisations prévues - 2014-2020			
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide au démarrage pour le développement des petites exploitations (6.3)	Aide au démarrage pour les jeunes agriculteurs (6.1)	a
		Aide à l'investissement dans des activités non-agricoles dans les zones rurales (6.4)	
		Paiements pour transfert (6.5)	
	Dépense publique totale €		
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		
Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)		
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)		
Investissements physiques (art. 18)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide d'investissement aux batiments agricole (aide au plan de développement des JA) (4.1)		
	Dépense publique totale (4.1+4.2+4.3)		
Coopération (art.36)	Dépense publique totale €		

**autres mesures [...]**

La cible est ici basée sur la (sous) mesure "Jeunes agriculteurs" bénéficiant d'une aide au démarrage (article 20) comparée au nombre total d'exploitations agricoles en activité.

## Priorité 3- Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture





**3A - Meilleure intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire au moyen des programmes de qualité, de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

<b>CIBLE</b>	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide au titre de régimes de qualité, de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles		
	<b>Nbr</b>		<b>%</b>
	Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide d'ici 2020	<b>a+b+c</b>	(a+b+c)/d
	Nombre total d'exploitations agricoles (année de base)	<b>d</b>	

**Réalisations prévues - 2014-2020**

<b>Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)</b>	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide	<b>a</b>
	Dépense publique totale €	

<b>Mise en place de groupements de producteurs (art.28)</b>	Nombre de groupements de producteurs aidés	
	Nombre d'exploitations participant à un groupement de producteurs bénéficiant d'une aide	<b>b</b>
	Dépense publique totale €	

<b>Coopération (art.36)</b>	Nombre d'exploitations agricoles qui participent à une action de coopération parmi les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. (16.6)	<b>c</b>
	Dépense publique totale € (16.1 à 16.7)	

<b>Investissements physiques (art. 18)</b>	Nb d'exploitations / entreprises bénéficiant d'une aide à l'investissement bénéficiant d'une aide d'investissement (exploitations agricoles, transformation et commercialisation de produits agricoles (4.1 et 4.2)	
	Dépense publique totale (4.1 et 4.2)	

<b>Développement des exploitations et des entreprises (art.20)</b>	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide au démarrage pour le développement des petites exploitations (6.2 à 6.4)	
	Dépense publique totale €	

<b>Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)</b>	Nombre de projets (petites exploitations - 7.2)	
	Dépense publique totale €	

<b>Bien-être des animaux (art.34)</b>	Nombre de bénéficiaires	
	Dépense publique totale €	

<b>Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)</b>	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

<b>Services de conseil (art.16)</b>	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

**autres mesures [...]**

Ce domaine prioritaire a 3 composantes : L'indicateur cible est bâti sur la base de 3 réalisations clés en lien avec ces 3 composants, à savoir nombre d'exploitations bénéficiant d'une aide au titre de régimes de qualité, de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles comparé au nombre d'exploitations. Il est à noter que dans les mesures intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire, le bien-être des animaux est inclu.

**3B - Soutien à la gestion des risques au niveau des exploitations**

CIBLE	% d'exploitations agricoles participant à un système de gestion des risques		
	Nbr		%
	Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'une aide d'ici 2020	<b>a+b+c+d</b>	<b>(a+b+c+d)/e</b>
	Nombre total d'exploitations agricoles (année de base)	<b>e</b>	

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Assurance cultures, animaux et végétaux (art.38)	Nombre d'exploitations bénéficiant d'une aide à la prime d'assurance		<b>a</b>
	Dépense publique totale €		
Fonds de mutualisation en cas de maladies animales et végétales ou d'incidents environnementaux (art.39)	Nombre d'exploitations participant à un fonds de mutualisation		<b>b</b>
	Dépense publique totale €		
Instrument de stabilisation des revenus (art.40)	Nombre d'exploitations participant à instrument de stabilisation des revenus		<b>c</b>
	Dépense publique totale €		
Reconstitution du potentiel de production et prévention (art.19)	Nombre de bénéficiaires d'actions de prévention (5.1)	exploitations agricoles	<b>d</b>
		organismes publics	
	Dépense publique totale € (5.1 à 5.2)		
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de	Nb de participants	
		Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)	
Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)		
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)		
Coopération (art.36)	Dépense publique totale		

**autres mesures [...]**

De même que pour le domaine prioritaire 3A, la cible recouvre 4 réalisations : exploitations agricoles participant à un système de gestion des risques et exploitations prenant part à des actions préventives.

## **Priorité 4- Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie**

Pour les 3 domaines prioritaires de la priorité 4, des cibles individuelles seront définies en termes de nombre d'hectares physiques sur lesquels une action de biodiversité, eau et sol seront prévues

comparé au nombre total d'hectare de terres agricoles et forestières. Ainsi 3 cibles pour les terres agricoles et trois cibles pour les terres forestières seront définies. Dans la mesure où sur un même hectare, plus d'une action peut être programmé, la cible de chaque domaine prioritaire sera fixée indépendamment et le nombre d'hectares ne peut être additionné sur les 3 domaines prioritaires.

Parmi les principales mesures de cette priorité, certaines sont dédiées (par ex. Natura 2000 pour la biodiversité), d'autres telles qu' agroenvironnement -climat et agriculture biologique peuvent répondre à plusieurs enjeux. C'est pourquoi,, les interventions ne pourront pas être programmées spécifiquement sur chaque domaine prioritaire, mais globalement au niveau de la priorité 4. Il est cependant proposé une distinction entre les mesures et cibles pour les terres agricoles et les terres forestières.

Afin d'apporter une aide à la prévision des réalisations pour la biodiversité la gestion de l'eau et des sols (et d'autres priorités 5), le programme devra fournir des indications qualitatives sur les différents projets environnementaux et leur moyens déployés pour atteindre leurs objectifs (voir tableau A1 par exemple, pour des mesures surfaciques agricoles et tableau A2 pour les surfaces forestières). Au cours de la programmation, le nombre d'hectares par projet devra être suivi pour permettre le décompte du nombre d'hectares pour chaque cible.

Il y a lieu de noter que les cibles (et les réalisations par mesure) devront être systématiquement exprimées en hectares physiques (lorsque 2 contrats se chevauchent sur un même hectare, un seul hectare devra être comptabilisé dans la valeur de cible ou de la réalisation). Cependant le même hectare pourra être comptabilisé sous une cible "biodiversité" ou "gestion de l'eau".

**Tableau A1 : Tableau présentant des mesures / projets environnementaux sont programmés pour atteindre une (ou plusieurs) cibles environnement -climat sur une même parcelle (terres agricoles)**

Type de projet environnemental		Priorité 4			Priorité 5	
		Biodiversité	Gestion de l'eau	Gestion du sol	5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane	5E - Promouvoir la séquestration du carbone
<b>1 - Agroenvironnement / climat</b>						
projet 1	Production intégrée	O	O		O	
projet 2	Meilleure gestion et réduction des fertilisant minéraux		O		O	
projet 3	Meilleure gestion et réduction des pesticides		O		O	
projet 4	Couverture des sols, techniques culturales		O	O	O	O
[...]	[...]					
	Réduction du drainage, gestion des zones humides		O			
	Création et maintien d'éléments écologiques	O				O
	Maintien de systèmes HVN	O				O
[...]						
projet 15	Diversification et rotation des cultures			O	O	O
<b>2- Agriculture biologique</b>						
Conversion			O	O	O	
Maintien			O	O	O	
<b>3- Natura 2000 et Directive cadre sur l'eau</b>						
Natura 2000		O				
Directive cadre			O			

**Tableau A2 : Tableau présentant des mesures / projets environnementaux sont programmés pour atteindre une (ou plusieurs) cibles environnement -climat sur une même parcelle (terres forestières)**



Type de projet environnemental	Priorité 4			Priorité 5	
	Biodiversité	Gestion de l'eau	Gestion du sol	5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane	5E - Promouvoir la séquestration du carbone

<b>4 Services forestiers, environnementaux et climatiques et conservation des forêts</b>																																																																																																																																											
<table border="1"> <tr> <td>projet 1</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>projet 2</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>projet 3</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>projet 4</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>[...] CIBLE</td> <td colspan="2">% de forêts sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité</td> <td colspan="2">CIBLE</td> <td colspan="2">% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion de l'eau</td> <td colspan="2">CIBLE</td> <td colspan="2">% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion du sol</td> </tr> <tr> <td></td> <td>Ha</td> <td>%</td> <td></td> <td>Ha</td> <td>%</td> <td></td> <td>Ha</td> <td>%</td> <td></td> <td>%</td> </tr> <tr> <td>Surface physique totale d'ici 2020</td> <td>a</td> <td>a/d</td> <td>Surface physique totale d'ici 2020</td> <td>b</td> <td>b/d</td> <td>Surface physique totale d'ici 2020</td> <td>c</td> <td>c/d</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Surface forestière totale (année de base)</td> <td>d</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>[...]</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>projet 15</td> <td colspan="2">Zones sous projet environnemental forestier (contribuant à a,b,et/ou c) (15.1)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="10">Dépenses publiques pour les actions de conservation de ressources génétiques (15.2)</td> </tr> <tr> <td colspan="10">Dépense publique totale</td> </tr> </table>										projet 1											projet 2											projet 3											projet 4											[...] CIBLE	% de forêts sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité		CIBLE		% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion de l'eau		CIBLE		% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion du sol			Ha	%		Ha	%		Ha	%		%	Surface physique totale d'ici 2020	a	a/d	Surface physique totale d'ici 2020	b	b/d	Surface physique totale d'ici 2020	c	c/d			Surface forestière totale (année de base)	d										[...]											projet 15	Zones sous projet environnemental forestier (contribuant à a,b,et/ou c) (15.1)										Dépenses publiques pour les actions de conservation de ressources génétiques (15.2)										Dépense publique totale									
projet 1																																																																																																																																											
projet 2																																																																																																																																											
projet 3																																																																																																																																											
projet 4																																																																																																																																											
[...] CIBLE	% de forêts sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité		CIBLE		% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion de l'eau		CIBLE		% de forêts sous contrats de gestion contribuant à l'amélioration de la gestion du sol																																																																																																																																		
	Ha	%		Ha	%		Ha	%		%																																																																																																																																	
Surface physique totale d'ici 2020	a	a/d	Surface physique totale d'ici 2020	b	b/d	Surface physique totale d'ici 2020	c	c/d																																																																																																																																			
Surface forestière totale (année de base)	d																																																																																																																																										
[...]																																																																																																																																											
projet 15	Zones sous projet environnemental forestier (contribuant à a,b,et/ou c) (15.1)																																																																																																																																										
Dépenses publiques pour les actions de conservation de ressources génétiques (15.2)																																																																																																																																											
Dépense publique totale																																																																																																																																											
<b>3- Natura 2000 et Directive cadre sur l'eau</b>																																																																																																																																											
<table border="1"> <tr> <td>Natura 2000</td> <td>Surface (ha)</td> <td>Surface forestière en Natura 2000 (contribuant à a) (12.2)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td>Directive cadre</td> <td colspan="2">Dépense publique totale</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Natura 2000	Surface (ha)	Surface forestière en Natura 2000 (contribuant à a) (12.2)									Directive cadre	Dépense publique totale																																																																																																																					
Natura 2000	Surface (ha)	Surface forestière en Natura 2000 (contribuant à a) (12.2)																																																																																																																																									
Directive cadre	Dépense publique totale																																																																																																																																										
<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Prévention et la réparation des dommages causés aux forêts (art.25)</td> <td colspan="2">Nombre de bénéficiaires d'actions de prévention (8.3)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Dépense publique totale</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Prévention et la réparation des dommages causés aux forêts (art.25)	Nombre de bénéficiaires d'actions de prévention (8.3)										Dépense publique totale																																																																																																																						
Prévention et la réparation des dommages causés aux forêts (art.25)	Nombre de bénéficiaires d'actions de prévention (8.3)																																																																																																																																										
	Dépense publique totale																																																																																																																																										
<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale (art.26)</td> <td colspan="2">Nombre d'investissement améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (8.4)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Dépense publique totale</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale (art.26)	Nombre d'investissement améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (8.4)										Dépense publique totale																																																																																																																						
Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale (art.26)	Nombre d'investissement améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (8.4)																																																																																																																																										
	Dépense publique totale																																																																																																																																										
<table border="1"> <tr> <td rowspan="3">Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)</td> <td>formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)</td> <td colspan="2">Nb de participants aux formations</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Public total formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Public total - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants aux formations										Public total formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)										Public total - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)																																																																																																											
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants aux formations																																																																																																																																									
	Public total formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)																																																																																																																																										
	Public total - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)																																																																																																																																										
<table border="1"> <tr> <td rowspan="2">Services de conseil (art.16)</td> <td colspan="2">Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> <tr> <td colspan="2">Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)										Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)																																																																																																																						
Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)																																																																																																																																										
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)																																																																																																																																										
<table border="1"> <tr> <td>Coopération (art.36)</td> <td colspan="2">Dépense publique totale</td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> <td colspan="2"></td> </tr> </table>										Coopération (art.36)	Dépense publique totale																																																																																																																																
Coopération (art.36)	Dépense publique totale																																																																																																																																										

**Priorité 5- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie**



5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture

CIBLE	% de terres irriguées qui passent à un système d'irrigation plus efficient (grâce à des investissements portés par le PDR)	
	Nbr	%
Surface totale d'ici 2020	<b>a + b</b>	<b>a+b/c</b>
Surface totale irriguée (Année de base)	<b>c</b>	

**Réalizations prévues - 2014-2020**

Investissements physiques (art. 18)	Nombre de projets d'investissement soutenus (4.1, 4.3)	
	Surface (ha) concernée par les investissements en irrigation	<b>a</b>
	Dépense publique totale	

Agroenvironnement - climat (art.29)	Surface (ha) (p.ex : réduction des surfaces irriguées)	<b>b</b>
	Dépense publique totale €	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

Pour le domaine prioritaire 5A, la cible comptabilise le nombre d'hectares concernés par des investissements dans les systèmes d'irrigation (article 18 - pour les rendre plus efficaces), et les hectares dédiés spécifiquement aux terres agricoles dans le cadre de la mesure agroenvironnement-climat.

5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire

CIBLE	Investissements totaux en économie d'énergie et efficacité (€)
	2020
	a

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Investissements physiques (art. 18)	Nombre de projets d'investissement soutenus dans les exploitations agricoles et la transformation et commercialisation des produits agricoles (4.1 et 4.2)	
	Investissement total (€)	a
	Dépense publique totale	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

Pour le domaine prioritaire 5B, la mesure principale sera la mesure "investissement (article 18). La cible sera exprimée en volume d'investissement spécifiquement dédié aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique.

### **3) Domaine prioritaire 5C**

5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie

CIBLE	Investissements totaux en faveur de la production d'énergie renouvelable (€)	
	2020	
	a + b + c + d	
Investissements physiques (art. 18)	Nombre de projets d'investissement soutenus (4.1 et	
	Investissement total (€)	<b>a</b>
	Dépense publique totale	
Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	Nombre de projets (y compris infrastructures énergie renouvelable) (petites exploitations - 7.2)	
	Investissement total	<b>b</b>
	Dépense publique totale €	
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide au démarrage pour des investissements dans des activités non agricoles en zone rurale (6.2 et 6.4)	
	Investissement total	<b>c</b>
	Nombre de projets	
Investissements dans de nouvelles techniques forestières (art. 27)	Nb de projets d'investissements en technologie forestière et transformation et commercialisation primaire	
	Investissement total	<b>d</b>
	Nombre de projets	
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants
		Dépense publique
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration	
Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	
Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	

**autres mesures [...]**

### **Les quatre mesures les plus pertinentes pour ce domaine prioritaire :**

Investissements physiques (art. 18), Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21) Développement des exploitations et des entreprises (art.20), Investissements dans de nouvelles techniques forestières (art. 27). La cible sera le volume total d'investissement dédié à la production d'énergie renouvelable.

#### 4) Domaine prioritaire 5D

### 5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture

<b>5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture</b>
--

% de UGB concernées par des investissements en faveur de la gestion du cheptel dans l'objectif de réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture			% de terres agricoles sous contrat visant à une réduction des émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture		
Nombre total d'UGB concernées par ce type d'investissement	<b>a</b>	<b>a/c</b>	Surface physique d'ici 2020	<b>b</b>	<b>b/d</b>
Nombre total d'UGB (Année de base)	<b>c</b>		Total des terres agricoles (Année de base)	<b>d</b>	

#### Réalisations prévues - 2014-2020

<b>Investissements physiques (art. 18)</b>	Nombre de projets d'investissement soutenus (4.1, 4.4 et 4.3)		
	UGB concernées par des investissements en faveur de la gestion du cheptel dans l'objectif de réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture		<b>a</b>
	Investissement total (€)		
	Dépense publique totale		

<b>Agroenvironnement - climat (art.29)</b>	Surface (ha) (p.ex : réduction de la fertilisation, extensification...)		<b>b*</b>
	Dépense publique totale €		

<b>Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)</b>	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges,		

<b>Services de conseil (art.16)</b>	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)		
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)		

<b>Coopération (art.36)</b>	Dépense publique totale €		
-----------------------------	---------------------------	--	--

#### autres mesures [...]

En ce qui concerne le domaine prioritaire 5D, il y lieu de retenir 2 types d'interventions : investissements en faveur de l'**entreposage et de la manutention du fumier** (art.18), interventions surfaciques telle que couvert végétal, **cultures herbagères** servant de pièges à nitrates, réduction de fertilisant, extensification etc... (au moyen de la mesure Agroenvironnement - climat (art.29))

Afin d'illustrer ces deux types d'intervention, 2 cibles sont proposées pour ce domaine prioritaire :

une exprimée en unité de bétail concernée par les investissements, et une exprimée en hectares pour ce qui concerne les pratiques culturales.

### **Remarques :**

Pour la seconde cible (% de terres agricoles sous contrat visant à une réduction des émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture) un certain nombre d'hectares programmés sous la priorité 4 peuvent aussi être comptabilisés (en "b"). Ceci au cas où un projet "Agroenvironnement - climat " est prévu pour contribuer conjointement aux objectifs environnementaux de la priorité 4 et aux objectifs du domaine prioritaire 5D (voir tableau A1 plus haut). Même situation dans le cas de la mesure "agriculture biologique".

Le nombre d'hectares indiqués pour la mesure "Agroenvironnement - climat " ("b\*\*") dans ce domaine prioritaire sont les hectares spécifiquement dédiés à la réduction des émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture. Ils n'incluent pas les hectares programmés sous la priorité 4 prévus pour contribuer conjointement à la réduction des émissions :  $b^* \leq b$

## **4) Domaine prioritaire 5E**

Les terres agricoles et forestières peuvent être prises en compte dans cette cible.

### **Remarques :**

S'agissant des terres agricoles, quelques hectares programmés sous la priorité 4 peuvent aussi être comptabilisés (valeur "c" de la cible). C'est notamment le cas lorsqu'un projet est prévu pour contribuer conjointement aux objectifs environnementaux de la priorité 4 et aux objectifs du domaine prioritaire 5E (voir tableau A1 plus haut).

Le nombre d'hectares indiqués pour la mesure "Agroenvironnement - climat " ("c\*\*") dans ce domaine prioritaire sont les hectares spécifiquement dédiés à la séquestration du carbone en agriculture. Ils n'incluent pas les hectares programmés sous la priorité 4 prévus pour contribuer conjointement au renforcement de la séquestration du carbone :  $c^* \leq c$

## 5E - Promouvoir la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie

CIBLE	% de terres agricoles ou forestières sous contrat pour favoriser la séquestration du carbone	
	Ha	%
Surface physique totale d'ici 2020	<b>a + b + c</b>	<b>a+b+c/d</b>
Surfaces agricole et forestière totales (Année de base)	<b>d</b>	

### Réalisations prévues - 2014-2020

Boisement et la création de surfaces boisées (art.23)	Création de surfaces boisées (ha) (création 8.1.1)	<b>a</b>
	Dépense publique totale (8.1.1 et 8.1.2)	

Mise en place de systèmes agroforestiers (art.24)	surfaces pour mise en place de systèmes agroforestiers (ha) (8.2.1)	<b>b</b>
	Dépense publique totale (8.2.1 + 8.2.2)	

Agroenvironnement - climat (art.29)	surfaces sous mesure agroenvironnement-climat pour la séquestration du carbone (ha)	<b>c*</b>
	Dépense publique totale	

Investissements physiques (art. 18)	Nb de projets d'investissement (pour des investissements non-productifs à visée	
	Dépense publique totale	

Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale (art.26)	Nb de projets d'investissement améliorant la résilience et la valeur de l'écosystème forestier (8.4)	
	Dépense publique totale	

Investissements dans de nouvelles techniques forestières (art. 27)	Nb de projets d'investissements en technologie forestière et transformation et commercialisation primaire	
	Dépense publique totale	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

## **6- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales**

### **1) Domaine prioritaire 6A**

Pour ce domaine prioritaire, l'indicateur cible est un nombre d'emplois créés dans le cadre des projets soutenus sous les mesures ou sous-mesures les plus pertinentes : Investissements physiques (art.18), Développement des exploitations et des entreprises (art.20), Investissements dans de nouvelles techniques forestières (art. 27).



**6A - Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois**

CIBLE	Nombre d'emplois créés dans le cadre des projets soutenus	
	2020	
	Nombre d'emplois créés dans le cadre des projets soutenus (actions a, b, c)	

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Investissements physiques (art. 18)	Nb de bénéficiaires transformation et commercialisation de produits agricoles (4.2)	<b>a</b>
	Dépense publique totale	

Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide au démarrage pour des investissements dans des activités non-agricoles dans les zones rurales (6.2 et 6.4)	<b>b</b>
	Dépense publique totale €	

Investissements dans de nouvelles techniques forestières (art. 27)	Nb de projets d'investissements en technologie forestière et transformation et commercialisation primaire	<b>c</b>
	Dépense publique totale	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
		Dépense publique totale € - formations, échanges,	

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

**2) Domaine prioritaire 6B**

Deux instruments ont été identifiés comme les plus pertinents en matière de développement local :

- la mesure "service de base" article 21),
- LEADER

Trois cibles sont envisagées pour ce domaine prioritaire :

- % de population rurale couverte par des stratégies locales de développement (afin de cibler les zones et leur part dans les zones rurales totales pour la mise en œuvre des stratégies locales de développement). Cette cible est supposée atteinte dès la première année de programmation après l'achèvement de la sélection des GAL.
- Population rurale bénéficiant de services ou infrastructures nouveaux ou améliorés : cette cible sera estimée à partir de la taille de population de la zone couverte par les services ou infrastructures nouveaux ou améliorés à partir de la mesure "service de base" (communes, groupements de communes bénéficiant de ces services).
- Nombre d'emplois créés (action d - projets LEADER - stratégies locales de développement). Ne comptabilise pas les emplois potentiellement créés par les projets de coopération LEADER ou les emplois relevant du secrétariat du GAL.

#### Remarques

Bien que les projets LEADER puissent contribuer à différents domaines prioritaires, LEADER sera entièrement programmé sous le domaine prioritaire 6B afin de respecter sa nature ascendante. Cependant les projets LEADER seront suivis par thèmes au cours de la mise en œuvre des stratégies locales de développement.

**6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

CIBLE	% de population rurale couverte par des stratégies locales de développement			Population rurale bénéficiant de services ou infrastructures nouveaux ou améliorés
		Nombre	%	2020
	Population rurale couverte d'ici 2020			
	Population rurale totale (Année de base)			
	Nombre d'emplois créés (2014-2020)			
	Nombre d'emplois créés (action d - projets LEADER)			

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	Nombre de projets	Soutien à l'élaboration d'un plan de développement des communes et plan de protection et de gestion des sites N2000 et à HVN (7.1)	
		investissements dans la création, l'amélioration ou le développement de tout type d'infrastructure à petite échelle (7.2)	
		investissements dans la mise en place, l'amélioration ou le développement des services de base locaux pour la population rurale (7.4)	
		investissements réalisés par les organismes publics dans les infrastructures récréatives, les informations touristiques et la signalisation des sites touristiques (7.5)	
		études et les investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation du patrimoine culturel et naturel des villages et des paysages ruraux (y compris les sites à HVN) (7.6)	
		délocalisation d'activités et la reconversion des bâtiments ou d'autres installations situées à proximité des communautés rurales, en vue d'améliorer la qualité de la vie (7.7)	
	Population rurale bénéficiant de services ou infrastructures nouveaux ou améliorés (7.1, 7.2, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7)		<b>c</b>
	Dépense publique totale € (7.1, 7.2, 7.4, 7.5, 7.6, 7.7)		

LEADER (art.42 à 45)	Nombre de GAL sélectionnés		
	Population couverte par les GAL		a
	Dépense publique totale €	kit de démarrage LEADER (18.1.1)	
		renforcement des capacités (18.1.2)	
		mise en œuvre (18.2)	d
		soutien technique préparatoire (18.3.1)	
		Coop. Inter-territoires (18.3.2)	
		Coop. transnationale (18.3.3)	
frais de fonctionnement et animation (18.4)			

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences	Nb de participants	
		Dépense publique	
Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)			

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)			
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)			

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €			
----------------------	---------------------------	--	--	--

autres mesures [...]

**3) Domaine prioritaire 6C**

L'instrument le plus pertinent pour ce domaine prioritaire est la partie de la mesure "services de base" (art.21) qui concerne les infrastructures à haut-débit, y compris leurs créations, amélioration, et extension, les infrastructures à haut-débit passives et les dispositions prises pour faciliter l'accès au haut-débit ainsi que les initiatives publiques de e-gouvernement.

La cible est exprimée par la population couverte par ces services / infrastructures améliorés (population des communes, groupements de communes servis).

**6C - Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales**

CIBLE	Nombre d'emplois créés dans le cadre des projets soutenus
	2020
	a

**Réalisations prévues - 2014-2020**

Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	Nombre de projets d'investissements dans les infrastructures de haut-débit et l'accès à ces infrastructures, y compris les initiatives de e-gouvernement	
	Population bénéficiant de l'internet à haut débit	a
	Dépense publique totale €	

Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants	
		Dépense publique	
	Dépense publique totale € - formations, échanges, démonstration (1.1 à 1.3)		

Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)	
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)	

Coopération (art.36)	Dépense publique totale €	
----------------------	---------------------------	--

**autres mesures [...]**

**Tableau 1 : Présentation générale pour chaque domaine prioritaire des mesures et sous-mesures les plus adaptées.**

MESURE		Codification		Type d'intervention ou d'opération		Domaine prioritaire																					
						Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	Priorité 6	1A	1B	1C	2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	1	TRANS-CO	formation professionnelle et acquisition de compétences	Σ		Σ																					
	1.1	TRANS-CO 1	projets de démonstration et actions d'information	Σ																							
	1.2	TRANS-CO 2	échanges et visites d'exploitations	Σ																							
	1.3	TRANS-CO 3																									
Services de conseil (art.16)	2	SER-CONS	services de conseil	Σ																							
	2.1	SER-CONS 1	mise en place de service de conseil	Σ																							
	2.2	SER-CONS 2	formation des conseillers	Σ																							
	2.3	SER-CONS 3																									
Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires (art.17)	3	QUALI	systèmes de qualité mis en place par la législation de l'Union																								
	3.1	QUALI 1	systèmes de qualité mis en place par la législation nationale																								
	3.2	QUALI 2	systèmes de certification volontaires pour les produits agricoles reconnus par les États membres																								
	3.3	QUALI 3																									
Investissements physiques (art. 18)	4	INV_PHY	investissements dans les exploitations agricoles																								
	4.1	INV_PHY 1	investissements en faveur de la transformation et la commercialisation de produits agricoles																								
	4.2	INV_PHY 2	investissements en faveur des infrastructures en agriculture et foresterie																								
	4.3	INV_PHY 3	Investissements non productifs																								
	4.4	INV_PHY 4																									
Reconstitution du potentiel de production et prévention (art.19)	5	REST-PREV	investissements dans des actions préventives																								
	5.1	REST-PREV 1	investissements destinés à la réhabilitation des terres agricoles et du potentiel de production endommagés																								
	5.2	REST-PREV 2																									
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	6	DEV_EXPL	aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs																								
	6.1	DEV_EXPL 1	aide au démarrage d'entreprises pour les activités non agricoles dans les zones rurales																								
	6.2	DEV_EXPL 2	aide au démarrage le développement des petites exploitations																								
	6.3	DEV_EXPL 3	investissements dans des activités non agricoles																								
	6.4	DEV_EXPL 4	transfert à titre permanent d'exploitation à un autre agriculteur																								
	6.5	DEV_EXPL 5																									

[illegible]

[illegible]

**Tableau 2 : Présentation générale par mesure et domaine prioritaire des réalisations et dépenses prévues**

			Programmation 2014-2020																Total
			Priorité 2		Priorité 3		Priorité 4			Priorité 5					Priorité 6				
			2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A	6B	6C		
MESURE			Domaine prioritaire																
Transfert de connaissances et actions d'information (art.15)	formation professionnelle et acquisition de compétences (1.1)	Nb de participants																	
		Nombre total de participants aux actions de formation professionnelle et acquisition de compétences																	
	Dépense publique totale €																		
Services de conseil (art.16)	Nb de bénéficiaires ayant reçu un conseil (2.1)																		
	Dépense publique totale € (2.1 - à 2.3)																		
Systèmes de qualité (art.17)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide (3.1 à 3.2)																		
	Dépense publique totale (€)																		
Investissements physiques (art. 18)	Dépense publique totale																		
Reconstitution du potentiel de production et prévention (art.19)	Nombre de bénéficiaires d'actions de prévention																		
	Dépense publique totale € (5.1 à 5.2)																		
Développement des exploitations et des entreprises (art.20)	Nb d'exploitations bénéficiant d'une aide																		
	Dépense publique totale €																		
Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (art.21)	Nombre de projets																		
	Dépense publique totale €																		
Sylviculture (art.23)	boisement et création de surfaces boisées (ha) (création 8.1.1)																		
	Dépense publique totale (€) (8.1)																		
Sylviculture (art.24)	mise en place de systèmes agro-forestiers (ha) (8.2.1)																		
	Dépense publique totale (€) (8.2)																		
Sylviculture (art.25)	Nb de bénéficiaires d'actions de prévention (8.3)																		
	Dépense publique totale (€) (8.3)																		
Sylviculture (art.26)	Nb de projets d'investissement améliorant la résilience et la valeur environnementale (8.4)																		
	Dépense publique totale (€) (8.4)																		
Sylviculture (art.27)	Nb de projets d'investissement dans les nouvelles techniques forestières (8.5)																		
	Dépense publique totale (€) (8.5)																		



[illegible]

## **Annexe IV.2 : Identification des effets croisés et des contributions à d'autres domaines prioritaires**

Il s'agit ici de propositions exploratoires qui vont nécessiter de plus amples développements. Ces propositions explorent la possibilité de repérer (de façon qualitative) les contributions de certaines interventions à d'autres objectifs que ceux pour lesquels elles sont programmées.

### **Tableau 3 : Contributions à d'autres domaines prioritaires dans le PDR**

#### **1- Identification des contributions à d'autres domaines prioritaires dans le PDR**

##### **a- interventions pour lesquelles il est prévu une contribution systématique à d'autres domaines prioritaires (X dans le tableau 3)**

ex. 1 les paiements Natura 2000 sont prévus pour les zones où la biodiversité est une question importante et sont donc programmés sous la priorité 4, les hectares couverts comptent comme cible de biodiversité ; ces paiements peuvent aussi avoir un effet bénéfique sur la qualité de l'eau et des sols, même s'il ne sont pas spécifiquement élaborés dans ce sens. Dans ce cas il est possible d'indiquer que les paiements Natura 2000 contribuent au domaine prioritaire 4B et 4C.

ex. 2 les services de conseil pour la restructuration sont supposés contribuer systématiquement à l'innovation (par défaut comme vu en priorité 1), et par exemple à la gestion des risques, si l'AG a décidé que le conseil à la restructuration des exploitations intègre un élément de gestion des risques. Dans ces cas, 100% des conseils en faveur de la restructuration sont supposés apporter une contribution à la gestion des risques (domaine prioritaire 3B). Cette contribution peut être mineure ou difficile à quantifier.

##### **b- interventions pour lesquelles une partie seulement des opérations contribuent à d'autres cibles (O dans le tableau 3)**

ex.1 certains projets d'investissements programmés sous la priorité 2A (restructuration), peuvent avoir un effet sur l'utilisation de l'eau (5A), l'efficacité énergétique (5B), ou sur l'utilisation de source d'énergies renouvelables (5C), en fonction du plan de développement prévu dans la demande.

ex. 2 certains projets d'investissements programmés sur l'utilisation de l'eau (5A) peuvent être très innovants (1A - investissement dans de nouvelles technologies d'irrigation) mais difficile à prévoir ex-ante. Dans ces cas , une partie seulement des projets contribuera à un autre domaine prioritaire que celui pour lequel il a été programmé.

#### **2- Aperçu général des valeurs cibles et autres contributions au PDR (Tableau 2)**

Une fois le tableau 1 rempli , un tableau général (tableau 4), élaboré sur la même base fictive), pourra être généré, il montrera dans une colonne les valeurs cibles issues du plan des indicateurs (sur la base des interventions programmées pour le domaine prioritaire concerné, et dans une autre colonne, les autres interventions qui sont supposées contribuer (en tout ou partie) à ce

domaine prioritaire.

Dans cette deuxième colonne, seules les interventions supposées contribuer systématiquement à une autre cible devront être prises en compte.

Domaine prioritaire		Mesures programmées par		Priorité 1		Priorité 2		Priorité 3		Priorité 4			Priorité 5				Priorité 6				
				1A	1B	1C	2A	2B	3A	3B	4A	4B	4C	5A	5B	5C	5D	5E	6A	6B	6C
2A - Faciliter la restructuration des exploitations agricoles connaissant d'importants problèmes structurels, notamment les exploitations agricoles à faible degré de participation au marché, les exploitations orientées vers le marché dans des secteurs particuliers et les exploitations ayant besoin de diversification agricole	TRANS-CO (article 15)	form. prof / et acqu. Comp	x		x		P														
	SER-CONS (article 16)	services de conseil	x		x		P			x											
	INV-PHY (article 18)	invest expl agri					P							O	O	O					
	DEV-EA (article 20)	petites exploitations					P														
	COOP (article 36)	groupes de coopération	x	x			P														
2B - faciliter le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture	...	...																			
3A - Meilleure intégration des producteurs primaires dans la chaîne alimentaire au moyen des programmes de qualité, de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles	...	...																			
3B - Soutien à la gestion des risques au niveau des exploitations	...	...																			
4A - Restaurer et préserver la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000 et les zones agricoles à haute valeur naturelle, et les paysages européens	AGRI-ENV (article 29)											P									
4B - Améliorer la gestion de l'eau	Natura 2000 (article 31)																				
4C - Améliorer la gestion des sols											P	X	X								
5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture	SER-CONS (article 16)	services de conseil	x		x										P						
	INV-PHY (article 18)	invest expl agri	O												P						
5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire	SER-CONS (article 16)																				
5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie	...	...																			
5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture	TRANS-CO (article 15)	form. prof / et acqu. Comp	x		x													P			
	AGRI-ENV (article 29)	invest expl agri																P			
	[...]																				
5E - Promouvoir la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	TRANS-CO (article 15)	form. prof / et acqu. Comp																			
6A - Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois	...	...																			
6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales	...	...																			
6C - Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales	...	...																			

**P** Mesure programmée dans ce domaine prioritaire

**x** Contribution possible de la mesure au domaine prioritaire, telle qu'établie ex-ante

Toutes les interventions programmées sont supposées apporter une contribution à la cible indiquée

**O** Contribution possible de la mesure au domaine prioritaire, sans qu'elle ait été établie ex-ante

**Tableau 4 : Aperçu général des valeurs cibles et des effets croisés et contributions**

Priorités / Domaines prioritaires		CIBLES (en lien direct avec le domaine prioritaire concerné - comme dans le plan des indicateurs)		Effets croisés et contributions (à partir d'interventions programmées dans d'autres domaines prioritaires)
<b>1- Encourager le transfert de connaissance et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture , de la foresterie et dans les zones rurales</b>				
1A - Encourager l'innovation et les connaissances de base dans les zones rurales	Cible 1A	% dépense publique totale	4% (610.000€)	
1B - Renforcer les liens entre l'agriculture et foresterie et la recherche et l'innovation	Cible 1B	Nombre d'opérations de coopérations programmées dans la mesure coopération (groupes réseaux, projets pilotes...)	15	
1C - Favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie	Cible 1C	Nombre de participants aux formations	3000	
Dépense publique totale - priorité 1			610.000€	
<b>2- Améliorer la compétitivité de tous les types d'agriculture et renforcer la viabilité des exploitations agricoles</b>				
2A - Faciliter la restructuration des exploitations agricoles connaissant d'importants problèmes structurels	CIBLE 2A	% d'exploitations agricoles bénéficiant d'un support du PDR pour des investissements en restructuration	5% (2000 EA)	
Dépense publique totale - 2A			1.750.000€	
2B - faciliter le renouvellement des générations dans le secteur de l'agriculture	CIBLE 2B			
<b>3- Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture</b>				
3A - Meilleure intégration des producteurs primaires	Cible 3A			
3B - Soutien à la gestion des risques au niveau des exploitations	Cible 3B			1000 participants aux formations "restructuration" 200 bénéficiaires ont reçu des conseil
Dépense publique totale - 3B				100.000€
<b>4- Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la foresterie</b>				
4A - Restaurer et préserver la biodiversité	Cible 4A	% de terres agricoles sous contrats contribuant à la biodiversité (ha)	30% (150000ha)	
4B - Améliorer la gestion de l'eau	Cible 4B	% de terres agricoles sous contrats contribuant à l'amélioration de la gestion de l'eau (ha)	20% (100000ha)	25000ha (paiements Natura 2000)
4C - Améliorer la gestion des sols	Cible 4C	% de terres agricoles sous contrats contribuant à l'amélioration de la gestion des sols (ha)	15% (75000ha)	25000ha (paiements Natura 2000)
Dépense publique totale - priorité 4			5.350.000€	560.000€
<b>5- Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente face au changement climatique, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie</b>				
5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau	Cible 5A	% de terres irriguées passant à un système d'irrigationplus efficient	17% (10000ha)	
5B - Développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation alimentaire	Cible 5B			
5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables	Cible 5C			
5D - Réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture	Cible 5D	% de terres agricoles sous contrats contribuant réduire les émissions d'oxyde d'azote et de méthane provenant de l'agriculture	6% (30000ha)	
Dépense publique totale - 5D			560.000€	
5E - Promouvoir la séquestration du carbone	Cible 5E			

<b>6- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales</b>				
6A - Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois	<b>Cible 6A</b>			
6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales	<b>Cible 6B</b>			
6C - Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales	<b>Cible 6C</b>			